

Un număr vechiu 12 lei

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: DEM. I. DOBRESCU

Fost Decan al Baroului de Ilfov, Președintele Consiliului de Ad-ție al Soc. anon. „Curierul Judiciar”

COMITETUL DE REDACȚIE:

TR. ALEXANDRESCU Avocat, Direct. Contenc. B-eei G-le a Țărei Românești	ALEX. CERBAN Profesor la Facultatea de Drept, București	IOSEF G. COHEN Avocat	GR. CONDURATU Consilier la Curtea de Apel București	RENÉ DEMOGUE Profesor la Facultatea de Drept din Paris
V. DONGOROZ Dr. în Drept din Buc. Avocat	ALFRED JUVARA Dr. în Drept din Paris Avocat	D. NEGULESCU Profesor la Facultatea de Drept, București	I. GR. PERIȚEANU Avocat	C. SIPSOM Profesor la Facultatea de Drept, București
	GR. TRANCU-IAȘI Fost Ministru al Muncii Avocat	P. VASILESCU Dr. în Drept din Paris Avocat	AL. VELESCU Dr. în Drept din Buc. Avocat	C. STOANOVICI Dr. în Drept din Paris Avocat

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare

Membrii corespondenți pentru Paris: EDOUARD LÉVY și SILVIU KRAINIC, D-ri în Drept, Avocați, Paris.

ABONAMENTUL

Un an p. Bănci, Case Comerc. și Autorit. 500 lei
„ Magistrați și Avocați fără supl. 300 „
6 luni prețul de sus pe jumătate

APARE ODATA PE SAPTAMANA

In lunile Iulie și August
apare odată la 2 săptămâni

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația

București, Artele, 5 și Rahovei, 5
Lângă Palatul Justiției
— TELEFON 12/29 —

Un grup de distinși magistrați și avocați din întreaga țară au luat inițiativa editării unui organ de informațiune judiciară concisă și rapidă în genul „Culegerilor de rezumate” (Recueils de sommaires), a căror utilitate practică explică desăvârșitul succes ce au avut.

Acest organ va apare în luna Aprilie 1923 în editura Soc. anonime *Curierul Judiciar* sub titlul **Jurisprudența Generală** și va urma în fiecare Joi, în 32 pagini format 8°, ținând în curent lumea juridică românească cu cele mai recente jurisprudențe ale instanțelor române de toate gradele și din toată țara, precum și cu jurisprudența străină, toate rezumate în mod conștiincios și adnotate când vor prezenta o deosebită importanță.

Abonamentul va fi de 300 lei anual și 150 pe semestru și se poate face de pe acum, în vederea fixării tirajului, prin administrația Societății anonime «Curierul Judiciar», București, Rahovei, 5.

SUMAR

— Consultation émise au sujet du différend élevé entre l'Ephorie des hôpitaux civils et la Société Sinaia, par Mr. le Professeur Albert Wahl;

— Implinirea unui gol în publicistica noastră judiciară, de «Curierul Judiciar»;

— Câteva observațiuni cu privire la Decretul de grațiere din 15 Octombrie 1922, de d-l avocat Vintilă Dongoroz;

— Noua lege a avocaților. Alegerile pentru «Uniune», de d-l avocat Vasile Toncescu.

JURISPRUDENȚA:

— Curtea de Casație s. I: Victor I. Brabețanu cu D. M. Popescu (Coproprietar. Cerere de evacuare. Dacă este suficientă îndeplinirea condițiilor numai în persoana coproprietarului reclamant? Dacă oferirea locuinței deținută cu chirie este suficientă pentru îndeplinirea obligațiunii de schimb? Art. 2 legea din 14 Aprilie 1922;

— Cas s. I: Ștefan Vasiliief Mavrodief cu Igo Moldovanu (Dacă în urma facerei recursului contra hotărârei definitive în materie de chirii, suspendarea este obligatorie pentru instanțele de fond. Art. 68 al. 2 legea Curții de Casație);

— Cas. II: Al. Lăzărescu cu Ministerul public și Elena Păltineanu, ca parte civilă (Infrațiuni comise de un român în străinătate, în ce cazuri nu mai poate fi urmărit în România? Art. 4 al. 4 c. p. Aplicațiune la actele de instrucțiune);

— Jurisprudențe relative la chirii.

CONSULTATION

émise par Mr. le Professeur Albert Wahl, au sujet du différend élevé entre l'Ephorie des hôpitaux civils et la Société Sinaia

1. La demande en nullité d'une Société anonyme, formulée dix ans après la constitution par l'un des fondateurs, doit elle être dirigée contre les autres fondateurs ou contre la Société?

2. Si la Société a plusieurs objets, dont l'un est illicite, le tribunal peut-il prononcer la nullité de la Société ou y a-t-il bien de convoquer une assemblée générale pour qu'elle ait à exclure simplement l'objet illicite? Quelle est, sur ce point, la solution à admettre si l'objet illicite figure parmi les objets principaux de la Société?

3. Lorsqu'une Société est annulée pour objet illicite, les fondateurs reprennent-ils leurs apports en nature ou y a-t-il bien de liquider la Société et son actif, chacun des fondateurs prenant simplement dans cet actif une quote-part proportionnelle à ses apports?

4. La décision judiciaire qui, dans une espèce où le Tribunal avait à statuer sur la formation de la Société, a autorisé cette Société à fonctionner, après que le Tribunal, sur la demande du Ministère public, a examiné l'objet de la Société et l'a trouvé conforme aux exigences d'une loi spéciale, approuvée par décret rendu en conseil des Ministres, fait-elle obstacle à ce que les fondateurs réclament ultérieurement la nullité de la Société en raison du caractère prétendu illicite de cet objet, alors que ces fondateurs ont été présents et consentent à la dite décision judiciaire et n'ont pas exercé de recours contre elle?

* * *

1. Contre qui l'action doit être dirigée.

D'une manière générale une action intentée contre une Société doit être dirigée contre ses représentants statutaires, c'est à dire s'il s'agit d'une Société anonyme contre ses administrateurs.

En est-il de même d'une action en nullité? La ques-

tion n'a guère été examinée. La demande en nullité tend à faire décider que la Société n'a pas d'existence juridique et n'a jamais fonctionné qu'en fait, elle tend donc notamment à faire décider que les administrateurs, qui ne peuvent représenter qu'une Société véritable, n'ont pas de pouvoirs et, particulièrement, n'ont pas qualité pour agir en justice.

On peut donc soutenir que l'action en nullité doit être dirigée contre tous les actionnaires.

C'est ce qui a été jugé par le Tribunal civil de Marennes le 28 juillet 1896 (*Journal des Sociétés* 1896 page 11) le jugement déclare que tous les actionnaires doivent être mis en cause et que, si certains d'entre eux sont inconnus, il y a lieu d'appliquer la procédure établie par le Code civil pour le cas d'absence (article 112 et 113), c'est à dire de désigner un administrateur chargé de défendre les intérêts des actionnaires, restés ignorés.

Cette opinion, toutefois, ne paraît pas juste; tant que la Société n'est pas annulée, la preuve n'est pas apportée que les administrateurs n'ont pas de pouvoirs; par conséquent, ils doivent être provisoirement considérés comme ayant été régulièrement désignés et l'action en nullité est valablement dirigée contre eux.

* * *

Mais la situation est différente lorsque l'action en nullité est formée par l'un des fondateurs. En ce cas le demandeur en nullité invoque l'irrégularité du contrat auquel il a participé lui-même; ce contrat a été conclu entre les divers fondateurs; l'action en nullité de la Société équivaut à l'action en nullité des statuts et de toutes les conventions préalables à la constitution. Il semble donc bien comme l'action en nullité de tout contrat, elle ne peut être formée sans que tous les contractants c'est à dire tous les fondateurs soient mis en cause. Au surplus, l'annulation de la Société peut entraîner la responsabilité des fondateurs responsables des erreurs et irrégularités commises dans la constitution. On ne saurait admettre que les fondateurs fussent, sur un jugement rendu à la requête de l'un d'eux, considérés comme responsables.

La question ne s'est présentée qu'une seule fois devant la jurisprudence française. Elle a été tranchée dans le sens qui vient d'être indiquée par deux juridictions (V. Sirey, 1887 2^e partie, page 191, *Journal des Sociétés* 1887, pag. 205).

„Attendu, a dit le Tribunal de première instance, que Desprès et les parties intervenantes opposent à l'action en nullité deux fins de non recevoir tirées, la première...., et la seconde de ce que Ebel et Senil n'ont pas mis en cause tous les fondateurs.

„Attendu, sur le non-mise en cause de tous les fondateurs qu'Ebel et Senil auraient dû diriger leur action contre tous les fondateurs.

„Attendu, en effet, que puisqu'ils ont émis la prétention de faire déclarer nulle la Société à la fondation de laquelle ils ont eux-mêmes participé et dont ils sont restés les administrateurs, leur première devoir était d'appeler tous leurs co-fondateurs, comme eux responsables des vices dont pourrait être entachée la Société, et qu'en se bornant à une action isolée contre Desprès, ils écartent certains fondateurs qui, responsables de par la loi des graves conséquences que la nullité de la société peut entraîner pour eux, tant au point de vue civil qu'au point de vue pénal, ont le plus grand intérêt et le droit incontestable à prendre part aux débats.

„Attendu que, s'il était permis de procéder comme l'ont fait Ebel et Senil, l'existence d'une société ré-

„gulièrement constituée pourrait à tout instant être mise en doute, puisqu'il suffirait de trois administrateurs mal intentionnés pour provoquer et obtenir une nullité dont les conséquences seraient immédiatement supportées par ceux-là même qui quoique directement atteints, n'auraient pas été appelés à se défendre;

„Attendu qu'à ce second point de vue, il faut déclarer irrecevable l'action en nullité“ (jugement du 31 Juillet 1885).

Sur appel la Cour d'Agen s'est exprimée ainsi :

„Sur l'action en nullité formée par Ebel et Senil, considérant que la demande en nullité formée par Ebel et Senil est irrecevable, par les motifs qui ont déterminé les premiers juges, et que la Cour adopte...“ (arrêt du 19 mars 1886).

Cette jurisprudence ne paraît avoir été examinée que par un seul auteur, M. Thaller, qui, tout en estimant que d'une manière générale les actionnaires peuvent demander la nullité d'une Société anonyme sans mettre en cause les fondateurs, déclare : „Un arrêt a décidé que l'action en nullité d'une Société anonyme pour vices de constitution n'est valablement intentée, par des fondateurs de cette Société qu'autant que tous leurs co-fondateurs sont mis en cause. Mais cet arrêt se justifiait par le fait que le débat s'engageait entre les personnes responsables et qu'il y avait lieu de déterminer la part de responsabilité de chacune d'elle une fois que la nullité serait prononcée“.

* * *

2. Indivisibilité de la nullité.

Sur ce second point aucun principe de droit n'est engagé, tout est une question de fait.

Si la Société n'avait qu'un seul objet, et que cet objet fut illicite, il est clair que la nullité de cet objet entraînerait la nullité de la Société puisque celle-ci n'aurait plus d'objet.

Etant donné qu'il y a plusieurs objets, c'est l'intention des parties qu'il faut rechercher. Elles peuvent avoir consenti l'objet illicite comme tellement essentiel que le tribunal estimera se conformer à leur volonté en décidant que la Société est nulle tout entière. Elles peuvent ainsi en sens inverse, être réputées avoir écarté toute indivisibilité et le tribunal se conformera à leur intention en déclarant que la Société n'est pas nulle.

Cette distinction résulte des principes généraux. D'une part, c'est l'intention des parties qui doit être recherchée pour déterminer le sens du contrat et de ses clauses (c. civ. art. 1134 et 1156). D'autre part, toute condition d'une chose, contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle et rend nulle la convention qui en dépend“ (c. civ. art. 1172), de sorte que pour savoir si la Société toute entière est nulle il faut rechercher si l'objet illicite a été la condition de la formation de la Société, c'est à dire si dans la pensée des parties, le caractère illicite de l'objet devait faire tomber la Société elle-même.

Mais l'article 1157 du code civil porte : „lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelques effets que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun“.

En d'autres termes, il est conforme à l'intention des parties, telles que l'interprète le législateur, de maintenir la Société, s'il n'y a pas impossibilité absolue de fonctionnement pour elle.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Paris, dans un arrêt du 23 Juillet 1894 (Sirey 1895, 2^e partie, pag. 105), au sujet de la Société constituée pour l'achat et l'ex-

ploitation d'un établissement industriel. L'objet de la Société était précise par sa dénomination de *Société des Etablissements Decauville*. La vente de ces établissements avait été déclaré nulle et la Société avait été annulée elle-même comme conséquence de cette nullité par le tribunal de commerce de la Seine.

La Cour de Paris s'est exprimé ainsi :

„Attendu que les premiers juges ont prononcé la nullité de la Société par le motif suivant... qu'ils ont estimé que la vente des établissements Decauville était nulle... et que, par voie de conséquence, était nulle aussi la Société anonyme dont cette vente était la raison d'être et l'objet nécessaire... considérant que, sans qu'il y ait lieu de prononcer sur la nullité de cette vente... il convient de reconnaître, ainsi que le soutiennent les appelants, qu'alors même que la vente devrait être déclarée nulle... la nullité de la Société ne serait pas la conséquence nécessaire de la nullité de la vente“.

De même, quoique l'article 1865 range l'extinction de la chose parmi les causes de dissolution de la Société, la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à décider que la disparition d'une partie des objets de la Société n'entraîne pas dissolution de plein droit et qu'il appartient simplement aux tribunaux de prononcer la dissolution judiciaire s'ils estiment que cette extinction partielle empêche en fait la Société de fonctionner (Cour de Paris, 7 juin 1886, *Journal des Sociétés* 1886, page 912 ; 17 février 1890, *Revue des Sociétés*, 1890, page 36) ; Cour de Lyon, 18 mai 1893, Cassation 4 février 1895, Dalloz 1895, I-ère partie, page 183 ; Tribunal de la Seine, 23 juin 1897, *Journal des Sociétés* 1898, page 41 ; Cour de Cassation, 30 avril 1900, Sirey 1904, I-ère partie, page 333, Dalloz 1901, I-ère partie, page 315 ; Baudry Lacantinerie et Wahl, *Traité de la Société, du prêt, du dépôt*, 3-e édition No. 380 & 462. *Traité des Sociétés*, tome I-er No. 694 ; *Traité des Sociétés commerciales*, tome II No. 748 ; Thaller et Pic, *Traité des Sociétés commerciales*, tome II No. 573 ; Guillouard, *Traité de la Sociétés*, No. 289 et 375 ; Lyon Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4-e édition, tome II No. 308 ; Houpin, *Traité des Sociétés*, tome I-er No. 173).

3. Reprises des apports.

La Société est un contrat succesif dans lequel les apports effectués par chaque associé servent à réaliser des bénéfices journaliers. Comme le passé ne peut être effacé, c'est à dire que l'on ne peut supprimer les parts ou les bénéfices obtenus depuis la constitution, la nullité de la Société n'a pas la rétroactivité qui est de règle dans la majorité des contrats ; elle ne produit ses effets qu'à partir du jour où la nullité a été prononcée, c'est à dire qu'elle équivaut à une dissolution. C'est un principe constant (V. notamment arrêts de la Cour de Cassation de 3 juillet 1885, Sirey, I-ère partie, 1889, page 259, 9 juillet 1888, Sirey, 1891, I-ère partie, page 59, 15 janvier 1889, Sirey, 1891, I-ère partie, page 196, 15 novembre 1892, Sirey, 1893, I-ère partie, page 364, 18 février 1905, Sirey, 1904, I-ère partie, page 191, Dalloz, 1904, I-ère partie, page 516, 6 décembre 1910, Dalloz, 1912, I-ère partie, page 474).

La conséquence de ce principe en ce qui concerne les apports en nature effectués par les associés est la suivante : Tandis que, quand la Société n'a pas fonctionné, l'associé peut se dispenser de réaliser son apport, on peut le réclamer s'il a déjà réalisé (Cassation,

25 mai 1886, Sirey 1887, I-e partie, page 268, Tribunal de commerce de la Seine 22 février 1900, *Journal des Sociétés* 1900, page 315), il en est tout autrement si la Société a fonctionné, comme l'annulation équivaut à une dissolution, les apports sont devenus, comme si la Société était valable : la propriété de la personne morale, ils sont donc compris dans l'actif social et doivent, comme tout le reste de l'actif, être distribués entre les associés (V. en ce sens : Cassation 19 mars 1862, Sirey 1862, I-e partie, page 825, Dalloz 1862, I-e partie, page 407, Cour de Rennes, 26 août 1837, Sirey 1838, I-e partie page 519, Cour de Paris 9 mai 1900, *Journal des Sociétés* 1901, page 64, Cour de Douai 11 juin 1900, *Journal des Sociétés* 1901 page 299 ; Houpin, tome I-er No. 652 ; Hémard, *Traité des nullités de Société* No. 325.

„Considérant, porte l'arrêt de la Cour de Paris du 9 mai 1900, qu'une Société déclarée nulle doit être liquidée entre les parties conformément aux stipulations du contrat, comme en matière de dissolution ; que dès lors les apports sociaux sont devenus et restent la propriété de la Société de fait, sans que la reprise préalable par l'un des associés de ses apports puisse être admise, que la dissolution de la Société avant le terme convenu, ne saurait modifier sa situation au regard du coassocié ou des tiers en permettant à l'apporteur de reprendre ce qu'il a aliéné“.

* * *

4. Autorité de chose jugée

Les jugements rendus en matière gracieuse, c'est à dire sans qu'il y ait eu de contestation soumise au Tribunal, ne sont pas de véritables jugements, mais plutôt des actes de protection ou de tutelle (V. notamment Cassation, 20 juillet 1887, Sirey 1888, I-e partie page 67, 24 décembre 1901, Sirey 1902, I-e partie, page 353, Dalloz, 1902, I-e partie, page 361 ; 25 octobre 1905, Sirey 1909, I-e partie, page 27, Dalloz 1906, I-e partie, page 337 ; 17 octobre 1911, Sirey 1912, I-e partie, page 139 ; Cour d'Angers 12 août 1901, Sirey 1904, I-e partie, page 29 ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, sur l'article 1351. No. 12 ; Laurent, *Principes de droit civil*, tome XX No. 5 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 5-e édition tome XII paragraphe 76-69, page 396, note 3 et suivantes).

Il résulte de là que ces décisions n'ont pas l'autorité de la chose jugée ainsi que le déclarent les décisions précitées.

Cette règle a été appliquée notamment aux jugements d'adoption, elle a été encore appliquée aux jugements homologuant un partage, à moins que le Tribunal n'ait eu à consacrer une interprétation juridique au sujet d'une contestation intervenue entre les parties ; enfin, elle a été appliquée aux jugements qui homologuent les délibérations du conseil de famille des mineurs (V. sur ces divers points Cassation 18 juillet 1886, *Collection chronologique de Sirey*, à sa date ; 17 décembre 1849, Sirey 1850, I-e partie, page 299 ; Dalloz 1850, I-e partie, page 77 ; 13 Mai 1868, Sirey 1868, I-e partie, page 338, 11 novembre 1873, Sirey 1874, I-e partie, page 276 ; 3 mai 1897, I-e partie, page 488, Bertin, *Chambre du Conseil*, tome I-er, page 82 ; Larombière, loc. cit., Aubry et Rau, tome XII, page 397, note.

Dans l'espèce il n'y a pas eu de contestation quel que soin qu'ait pu apporter le tribunal à apprécier la légalité des statuts, il n'y a pas eu de débat sur cette légalité. Par conséquent, le jugement n'a pas autorité de chose jugée.

Le fait que les fondateurs ont accepté ce jugement d'homologation, le fait même qu'ils l'auraient provoqué, ne met pas obstacle à leur action en nullité fondée sur l'objet illicite de la Société, car les nullités de ce genre sont fondées sur l'ordre public, et ne sauraient faire l'objet d'une ratification valable.

Délibéré à Paris le 29 janvier 1923.

ALBERT WAHL

Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lille.

Implinirea unui gol în publicistica noastră judiciară

„Viața socială în toată complexitatea ei, cu întregul ei cortez de lupte, de frământări, de străduințe, ocazională acele debateri a căror principală scenă e, când parlamentul, când sălile de sedință ale instanțelor judecătorești. Instructive și importante, aceste debateri ar trebui să fie trecute viitorimei ori de câte ori poartă asupra unor chestiuni mari, cari merită să rămână. În ce privește debaterile parlamentare, interesante sau nu, ele sunt reproduse pretutindeni de anumite organe oficiale de publicitate.

„Nu tot astfel stau însă lucrurile cu debaterile judiciare; căci dacă sunt țări unde aceste debateri sunt stenografiate și reproduse în reviste speciale, cum este în Franța „La Revue des grands procès“, sunt alte țări, printre cari și țara noastră, cari nu dau nici o importanță luptelor judiciare, și lasă în umbra uitării pricini cari au pasionat o întreagă lume, și în privința cărora s'au făcut pledoarii ce constituiesc un bogat izvor de învățăminte, atât pentru prezent cât și pentru viitor. În rigiditatea și răceala manualelor de drept nu se pot găsi, mai nici odată, nici căldura învățămintelor nici farmecul scâpărilor ce se desprinde din oratoria judiciară, nici acea notă experimentală ce dă viață argumentării și teoriilor“.

Astfel se exprimă cu drept cuvânt, d-l avocat I. Gr. Perieșanu, în prefața care însoțește pledoaria sa în afacerea Verzea, publicată la 1920, după notele stenografice.

Colaboratorul nostru semnala existența unei importante lacune în publicistica noastră judiciară, lacună pe care fără îndoială nu putea s'o umple tipărirea răsleață, dispartată și nemetodică a câtorva pledoarii, — după cum singur recunoaștea, și de atunci gândul său a rămas așintit asupra necesității și mijloacelor de împlinire a acestui gol.

Astfel a venit propunerea pe care a făcut-o, împreună cu d-l avocat Vintilă Dongoroz, ca Societatea Curierul Judiciar să întreprindă o operă menită a culege și conserva de aici înainte toate acele tezaure ale oratoriei judiciare, cari altfel ar rămâne pentru totdeauna pierdute ca până acum.

Curierul Judiciar care de trei decenii e organul de publicitate prin excelență al lumei judiciare, deschizând calea manifestărilor doctrinale și dând operii jurisprudențiale răspândirea de care are nevoie spre a i se întări eficacitatea și înlesni evoluarea — în care scop, după cum s'a anunțat deja, va face să apară la începutul Aprilie „Jurisprudența generală“, organ de informațiuni judiciare în genul publicațiunii Receuil de sommaires, — nu putea rămâne indiferent la o atât de bine venită propunere, a cărei înlăptuire va avea drept rezultat să-i desăvârșească activitatea și să-i ajute a atinge și mai mult felul pe care-l are de a fi cât mai folositor Justiției.

Ideia aparițiunii unei reviste în genul Revistei cauzelor

celebre care apare la Paris, n'ar fi avut însă sorti de isbândă din cauza greutăților de ordin material pe cari le-ar fi întâmpinat la noi, în actuala situație, un atare fel de publicitate. Trebuia dar găsită modalitatea care să împace toate interesele și să asigure atingerea scopului urmărit.

De aceea cei grupați în jurul revistei Curierul Judiciar s'au gândit la creierea unei Bibliotecii destinate să redea toate debaterile judiciare ce vor avea loc în procesele mari, reproducând pledoariile rostite de o parte sau de alta ca și rechizitoriile și precedându-le de un scurt istoric al fiecărei afaceri, cu mențiunea soluțiunii dată de justiție.

Această bibliotecă va fi intitulată Biblioteca marilor procese și va apare în broșuri numerotate, conținând fiecare, după nevoie și importanță, una sau mai multe picini, prețul urmând să fie fixat proporțional cu cheltuielile pentru fiecare broșură în parte. Primul număr al acestei bibliotecii, care va apare în curând, va fi consacrat Afacerii Lăzărescu-Păltineanu, pendinte actualmente înaintea Inaltei Curți de Casație, afacere care a pus în discuție chestiuni de drept penal de cel mai viu interes atât prin nouitatea cât și prin dificultatea deslegării lor, și care a ocazionat pledoarii ce merită să fie păstrate.

Cu acest început, simțim și mai bine părerea de rău ce ne apasă, gândindu ne la acele perle de oratorie judiciară pe cari ni le-a hărăzit un Gr. Păucescu, un Eugen Stătescu, un Cornea, un Take Ionescu, un Djuvara, un Delavrancea, un Vasile Lascar și atâți alți mari avocați, cari au ilustrat bara română, perle pe cari le-am perdut pentru totdeauna, rămânând doar cu amintirea lor. Să nădăjduim că generațiile prezente și viitoare ne vor da măcar o parțială compensație a acestei pagube având prilejul să culegem opere oratorice cât mai demne și apropiate de pierduta comoară a predecesorilor.

„CURIERUL JUDICIAR“

CÂTEVA OBSERVAȚIUNI

CU PRIVIRE LA

Decretul de grațiere din 15 Oct. 1922

Dispozițiunile decretului de grațiere din 15 Oct. 1922 au ocazionat în practică numeroase controverse, cari ne primind soluțiuni uniforme în tot cuprinsul țării, continuă încă să preocupe pe cei însărcinați cu aplicarea acestui decret.

Faptul acesta ne-a determinat să scriem aceste câteva observațiuni, deși în coloanele Curierului Judiciar decretul de grațiere a fost pe larg analizat chiar dela apariția lui ¹⁾.

I. Prima observațiune care se impune și de care va trebui să ținem încontinuu seamă, este că nu ne aflăm în fața unei grațieri obișnuite, acordată individual și sprijinită pe considerațiuni personale beneficiarului, ci avem deaface cu o grațiere rar uzitată, o grațiere colectivă — indulto numită în legislația italiană — care nu împrumută nimic din scopul și rațiunea grațierii individuale ²⁾.

1) Vezi No. 37 din 29 Oct. 1922 cu nota d-lui E. C. Decusară.

2) Iată ce găsim în legislațiunea italiană despre indulto: Art. 831 vechea pr. pen.: „Indulto nu stinge acțiunea publică, prin el se remite sau se atenuiază pedepsele pronunțate prin hotărâre definitivă“.

Art. 87 cod. pen.: „Indulto sau grațierea cari iartă sau comută pedeapsa...“.

Art. 590 noul cod pr. pen.: „Indulto se acordă în forma

Grațierea individuală servește la înlăturarea nedreptății izvorâte din erorile judiciare când revizuirea nu e posibilă și ajută la individualizarea pedepselor. Și într'un caz și în cellalt rațiunea sa stă în acel înalt principiu de justiție care cere ca represiunea să nu lovească decât pe vinovat, iar pe acesta în măsura impusă de nevoile unei eficace aparări sociale.

Grațierea colectivă este străină și scopului și rațiunii de mai sus³⁾. Ea se inspiră, aproape din aceleași considerațiuni ca și amnistia, așa numitele mari interese de politică socială. Grațierea colectivă nu vine să concureze la desăvârșirea represiunii, ci vine să o înlăture, total sau parțial, sprijinindu-se pe ideea că iertarea și blândețea pot adeseaori sădi mai lesne pacea și liniștea în societate decât pedeapsa și severitatea.

Deaceia, dispozițiunile unui decret care acordă o grațiere colectivă, nu au a fi interpretate pe temeiul principiilor stricte de interpretare ale dreptului penal, ci ele vor fi tălmăcite la lumina rațiunii care a determinat înlăturarea represiunii pentru a face loc actului de clemență.

stabilită pentru amnistie. In decretul regal se determină infracțiunile și pedepsele la cari indulto se referă și se stabilesc condițiunile de admitere.

Competența pentru aplicarea lui indulto privește pe judecătorul înaintea căruia afacerea e pendinte în primă instanță sau în apel, ori pe acela care a pronunțat sentința definitivă.

În fine art 591 pr. pen. spune: „Eficacitatea decretului de indulto se întinde la delictele prevăzute de acesta și comise până la data acestui decret, afară dacă acesta nu stabilește altă dată”.

Asupra lui indulto doctrina italiană ne spune:

Grațierea se deosebește de indulto numai prin faptul că prima este prin natura sa individuală, pe când cealaltă este întotdeauna exclusivă colectivă și impersonală

Indulto nu desființează delictul, nu stinge acțiunea publică, chiar când intervine mai înainte ca o hotărâre definitivă să fi fost pronunțată. Chiar când iertarea de pedeapsă e totală și intervine în timp ce acțiunea e în curs, nu poate prin aceasta judecătorul care s'a convins de vinovăția și responsabilitatea inculpatului să dispună închiderea acțiunii. El trebuie să condamne la pedeapsă și apoi să declare iertarea.

Indulto se aplică pedepselor irevocabil pronunțate pentru delict comise mai înainte de data decretului regal. Nu e nevoie însă ca în momentul publicării sau punerii în aplicare a lui indulto, sentința de condamnare să fi fost pronunțată, ci efectul lui indulto se va produce oricând se va pronunța această hotărâre.

Deci în toate cazurile de aplicare a lui indulto judecătorul trebuie să sfârșească judecata, să se convingă de existența infracțiunii și să pronunțe condamnarea, chiar când pedeapsa ce ar pronunța nu ar excede limita în care pedepsele sunt remise (Din *Trattato de Diritto penale*, vol. III, pag. 257—267 al prof. *Vincenzo Manzini*).

Grațiere colectivă în forma aceasta a lui indulto și la fel cu grațierea colectivă din decretul nostru din 15 Oct. 1922 o întâlnim în Belgia imediat după încheierea păcii. Prin decretul belgian se stipula că reducerile de pedepse acordate se vor efectua de judecători după ce în prealabil vor pronunța pedeapsa (Vezi discuțiuni și jurisprudențe asupra acestei grațieri colective în revista belgiană „*Revue de droit penal et de criminologie et Archives intern. de médecine légale-Bruxelles 1921*).

În lipsa unei atari delegări dela lege, credem că la noi, va reveni ministerului public, în momentul emiterii mandatului de executare, să opereze reducerile și numai în cazurile discutabile partea interesată se va adresa instanței care a pronunțat hotărârea definitivă.

3) Atragem atenția că nu trebuie confundată grațierea colectivă = indulto = *indulgentia generalis*, cu acele grațieri individuale comasate însă într'un singur decret din cauză că sunt supuse aceleiași atenuări și cari impropriu sunt numite grațieri colective, căci ele sunt acordate pe considerațiuni individuale și personale fiecăruia din beneficiari, deaceia s'a și spus că „chaque condamné doit être individuellement dénommé” (*Vidal et Maguol p. 737*).

Numai această rațiune, care reprezintă firește un înalt interes social, ne va da adevăratul sens și exacta măsură în care grațierea colectivă trebuie aplicată; căci cum s'ar putea realiza altfel acest înalt interes decât conformându-ne rațiunii sale?

Deci, dacă grațierea colectivă împieteează asupra represiunii penale, logic este ca rațiunea acestei grațieri să împieteeze asupra principiilor de interpretare penală.

II. Călăuziți de constatarea de mai sus, ne vom întreba, care a fost rațiunea ce a dictat actul de clemență din 15 Octombrie 1922?

Se va răspunde — și răspunsul e la îndemâna tuturor — conform tradiției, la zile mari, monarhii întotdeauna au iertat greșelile supușilor lor, ori acelaș lucru la făcut și M. S. Regele cu ocaziunea mărețului act al încoronării Sale.

E drept că aceste zile mari sunt adesea ocaziune peatru monarh de a uza de o prerogativă ce i-o dă legea, dar să nu reținem partea pompoasă a tradiției — fiindcă astăzi popoarele și interesele lor nu mai sunt la discreția monarhilor, iar actele lor de clemență nu mai pot fi un capriciu — ci să ne întrebăm cari au fost considerațiunile, cari au permis ca la adăpostul tradiției să se facă un act înțelept.

Vremurile tulburi prin cari am trecut și trecem și care în bună parte au incitat și au favorizat încălcarea legilor, au determinat pe M. S. Regele să fie îngăduitor și să nădăjduiască că poporul său va năzui în viitor tot mai mult spre bine, că greșelile de ieri nu se vor mai repeta mâine și ca o chezășie a acestei nădejdi M. Sa a socotit înțelept și nemerit cu ocaziunea încoronării Sale să ofere iertarea și blândețea, care să sădească sentimente frumoase în mijlocul supușilor Săi.

Deci, pedeoparte dorința de a face prin blândețe pe toți cei ce au greșit ieri, să fie mai buni și mai respectoși față de lege mâine, iar pe dealtă parte credința că multe din aceste greșeli sunt fructul vremurilor anormale în cari s'au comis, iată dubla rațiune cari a determinat actul de clemență acordat prin decretul de grațiere colectivă din 15 Octombrie 1922.

III. Cine va beneficia de măsurile de clemență din decretul dela 15 Oct. 1922?

Articolul I a acestui decret spune clar: „*Acordăm grațierile, comutările și reducerile de pedepse prevăzute în articolele următoare, pentru infracțiunile săvârșite până la data decretului de față...*”

Din acest text rezultă că orice infractor care a comis infracțiunea înainte de 15 Oct. 1922, atunci când va rămâne definitiv condamnat va putea cere ca pedepsei sale să i se opereze atenuările prevăzute de decretul de grațiere din 15 Oct. 1922.

Cu toate acestea autoritățile chemate a aplica decretul de grațiere, au restrâns aplicațiunea sa numai la infractorii cari se găseau definitiv condamnați la data aparițiunii sale.

Dece această restrângere vădit contrară art. 1? Cum poate fi ea justificată?

S'au dat următoarele argumente:

a) Grațierea nu poate interveni decât atunci când justiția și-a terminat rolul său, adică atunci când s'a pronunțat o hotărâre definitivă

Desigur că grațierea nu poate interveni în timpul judecății cu scopul de a împiedica cursul justiției și iarăși desigur că o grațiere individuală acordată cu anticipare, înainte ca infractorul să fi rămas definitiv condamnat, ar fi cu totul contrarie scopului și rațiunii pentru care grațierea individuală funcționează.

Dar nu acelaș lucru se poate spune de grațierea colectivă, aceasta după cum am arătat nu vizează pe

infracționi, ci se referă la o parte sau la totalitatea infracțiunilor comise până la o dată anumită. Ori, pentru ca grațierea colectivă să nu fie o măsură absurdă și inechitabilă, ea trebuie să profite tuturor celor ce au comis infracțiunile înăuntrul termenului indicat de actul de grațiere, indiferent de stadiul în care s'ar afla pricina în fața instanțelor, cu singura restricțiune că atenuările acordate vor fi operate asupra pedepselor după ce acestea vor rămâne definitive.

Ori M. S. Regele a voit să fie îngăduitor cu toți cei ce au comis infracțiuni înainte de 15 Oct. 1922, acordând o grațiere colectivă, de care să beneficieze toți aceștia.

Pentru a se realiza acest rezultat echitabil, ar fi urmat ca M. S. Regele să acorde un prim decret de grațiere pentru toți cei ce se aflau condamnați definitiv la 15 Oct. 1922 și apoi să vină treptat, treptat cu o serie de decrete prin care să atenueze la fel, pe măsură ce s'ar fi judecat definitiv și pedepsele celor ce nu se aflau încă judecați la 15 Oct. 1922, dar a căror faptă fusese comisă înainte de această dată.

În locul acestui șir de decrete, logic și înțelept a fost să se spună ceiace s'a spus în art. 1 al decretului din 15 Oct. adică, că beneficiază de măsurile de clemență toți cei ce au comis infracțiuni până la acea dată, rămânând bine înțeles ca aceste atenuări să se opereze atunci când inculpații vor rămâne definitiv condamnați.

Astfel printr'un singur decret s'a aplicat o măsură generală de clemență, care altfel ar fi trebuit să reclame atâtea decrete noi, câți inculpați urmau să mai fie condamnați pentru fapte anterioare lui 15 Oct. 1922, căci și acestora li se cuvine acelaș tratament ca și celor ce se găseau definitiv condamnați la acea dată, întrucât întârzierile justiției sau dificultățile pricinii cari au făcut ca unii să nu fie definitiv condamnați nu le poate crea o situațiune mai rea.

S'a împiedicat prin aceasta cursul justiției? Desigur că nu, căci fiecare inculpat va continua să fie judecat de justiție și numai când va rămâne definitiv condamnat i se vor aplica atenuările derivate din decretul dela 15 Oct. 1922.

Dacă ar fi fost altfel, dacă clemența regală s'ar fi acordat numai celor condamnați definitiv la data de 15 Oct., ce era mai ușor și mai firesc decât să se spună în art. 1: „*Grațiem, comutăm și reducem în modul arătat în articolele următoare toate pedepsele celor condamnați definitiv la data decretului de față...*” Ori art. 1 nu vorbește de *condamnațiuni definitive*, ci de *infracțiunile săvârșite până la data decretului...*

S'a răspuns că acești termeni nu au servit decât pentru a se preciza că condamnațiunile definitive trebuie să fie pentru fapte anterioare decretului. Credem că acest răspuns e o glumă, căci am fi curiosi să aflăm cum ar fi putut exista condamnațiuni definitive la 15 Octombrie, pentru fapte comise după această dată?!

Ni s'a mai spus că acești termeni s'au strecurat din grabă, dar că imediat mai jos se vorbește de condamnați.

Bunul simț ne face să refuzăm argumentul cu grabă; ceiace M. S. Regele a semnat e bun semnat, iar dacă cineva s'a grăbit nimeni nu l'impiedică să și reproșeze graba, dar iarăși nimeni nu i îngăduie pentru acest motiv să schimbe ceva din ceiace Regele a aprobat prin semnătura sa.

Cât privește faptul că în art. 1 se vorbește ceva mai jos de *condamnați*, aceasta nu schimbă cu nimic cele spuse de noi. Noi nu am susținut că grațierea colectivă din 15 Oct. oprește cursul justiției, ci am arătat că fiecare inculpat va continua să fie judecat și când va

sfârși prin a fi un *condamnat*, abia atunci i se vor aplica atenuările acordate de decretul de grațiere; iată de ce art. 1 vorbește de *condamnați*. Ceva mai mult, acest termen a fost impus și de nevoia de a se arăta că grațierea se întinde la toate pedepsele pronunțate de orice instanțe, de aceea s'a spus: *condamnați: de instanțele penale, civile, ordinare și extraordinare*“.

b) Un alt argument ce s'a dat în sprijinirea părerii că măsurile de clemență privesc numai pe cei ce se aflau definitiv condamnați la 15 Oct. a fost că M. S. Regele acordând aceste măsuri de clemență a înțeles să atenueze suferințele celor ce se aflau în acel moment închiși, executându și pedepsele.

Argumentul e mult prea șubred. Mai întâi el nu vine decât parțial în favorul condamnațiunilor definitive, fiindcă mulți din cei condamnați definitiv înainte de 15 Oct. nu se aflau la închisoare fie din cauza că nu se emisese mandatele de executare, fie că se sus-trăsese urmărirei; ori acestora ar urma conform argumentului de mai sus să nu li se aplice grațierea fiind că nu suferau în închisoare în momentul apariției decretului de grațiere. Socotim că mai ușor se va renunța la acest argument decât să se accepte concluziunea la care el conduce.

Dar argumentul se întoarce chiar împotriva temei condamnațiunilor definitive, căci dacă măsurile de clemență sunt motivate de suferințele celor închiși, apoi închiși sunt și preveniții, deci și aceștia după ce vor fi judecați vor profita de clemența regală, așa dar tocmai rezultatul contrar temei că grațierea din 15 Oct. se aplică numai celor condamnați definitiv la acea dată.

c) În fine în favorul condamnațiunilor definitive a intervenit o circulară a d. Ministru de Justiție.

Mărturisim că am rămas foarte surprinși.

Art. 1 al decretului din 15 Oct. vorbește clar de infracțiunile comise până la data decretului, deci consecințele penale ale acestor infracțiuni M. S. Regele înțelegea să le atenueze, totuși circulara d. Minist. de Just. vine și spune că clemența regală nu vizează de cât pe cei condamnați definitiv și printr'un fel de clemență — ministerială de data aceasta — circulara mai îngăduie beneficiul grațierii și celor ce sunt în opoziție sau apel.

Cum, d. Ministru de Justiție vine și ne spune că ceiace este clar și categoric exprimat în art. 1 nu reprezintă adevăratul sens și adevărata întindere al măsurilor de clemență acordate și își ia sarcina de a corecta greșala.

Noi credem că art. 1 exprimă ceiace exprimă și ceiace trebuia să exprime, iar dacă greșește cineva, nu sunt desigur termenii acestui articol, ci circulara d. Minist. de Justiție.

Această circulară nu poate și nu trebuie să poată schimba nimic din actul de clemență a M. S. Regelui, acest act vorbește fără posibilitate de echivoc: „*toate infracțiunile comise până la data acestui decret...*” aceasta este ceiace M. Sa a semnat, aceasta este deci clemența regală, pe aceasta cată să o aplice iar nu s'o schimbe cei chemați a executa hotărârile M. Sale.

Dece să întunecăm gestul înțelept și echitabil a M. Sale? dece să-I atribuim o dispozițiune absurdă? dece să creiem distincțiuni acolo unde El nu a creiat? când și rațiunea și logica ne spun că față de considerațiunile cari au determinat gestul Său de clemență, faptul de a fi sau nu condamnat definitiv rămâne străin și fără interes.

Căci nu e oare absurd și inechitabil a pretinde că, atunci când rațiuni de ordin general și social impun un act de clemență colectivă, să vedem cum din doi

infractori, cari au comis în aceiași zi, infracțiuni de același fel, unul să beneficieze de clemență fiindcă la data decretului era condamnat definitiv, pe când celălalt să nu beneficieze fiindcă nu a fost judecat încă; deși nimeni nu poate să-i reproșeze acestuia din urmă întârzierile justiției, după cum nu poate face un merit pentru primul din faptul că a fost judecat.

Și unul și altul au comis infracțiunile în aceleași condițiuni generale și sociale, cari au impus acordarea unor măsuri de clemență colectivă, deci ambilor cătă să le profite aceste măsuri, altfel ele devin nu o rațiune de înalt interes social, ci un simplu capriciu neologic, inechitabil și periculos.

Desigur că cel judecat definitiv va profita imediat de clemența acordată, cel de al doilea va profita și el însă atunci când se va judeca și va rămâne definitiv condamnat, până atunci justiția își urmează cursul ei.

De aceia instanțele judecătorești nu au a se preocupa de chestiunea grațierii, ele vor judeca ca și cum decretul din 15 Oct. 1922 nu ar exista; în schimb Ministerul public are îndatorirea atunci când emite mandatele de executare, să verifice dacă hotărârea definitivă nu este dată pentru fapte anterioare datei de 15 Oct. 1922 și în caz afirmativ, conform voinței M. S. Regelui exprimate în decretul de grațiere, să opereze remiterile, comutările și reducerile asupra pedepselor pronunțate.

S'a obiectat că judecătorii cunoscând acest lucru vor da pedepse mai aspre astfel, că prin reducerile ce s'ar face ulterior să se ajungă tot la pedeapsa pe care altfel ar fi pronunțat o.

Temerea e nejustificată, fiindcă am constatat din contra că judecătorii și chiar procurorii în fața dispozițiunii de a nu se aplica grațierea decât celor condamnați definitiv la data decretului, pentru a egala situațiunile și a împărți o justiție echitabilă, au în vedere la cântărirea pedepsei și faptul că infractorul dacă ar fi fost judecat mai din timp ar fi beneficiat de măsurile de clemență și în consecință fac loc indulgenței și dau pedepse mai mici.

IV. Să examinăm o altă chestiune mult controversată:

Art. 6 din decretul de grațiere spune între altele că se exceptează dela beneficiul măsurilor de clemență și *condamnații pentru cumul de crime sau delictes; recidivității în materie de crime sau delictes...*

Avem trei opinii cu privire la întinderea acestei excepțiuni.

a) Conform art. 6 sunt exceptați numai condamnații în a căror hotărâre condamnatorie se prevede starea de cumul sau recidivă. Această constatare are însă de efect că exclude cu totul pe infactor de la grațiere, chiar și pentru alte condamnațiuni ce ar rezulta din alte hotărâri.

b) Nu sunt exceptate dela grațiere decât condamnațiunile în care se menționează starea de cumul sau recidivă. Dacă infactorul mai are și alte condamnațiuni constatate de alte sentințe în care însă nu se vorbește de cumul sau recidivă, acestea vor beneficia de grațiere.

c) Trebuesc exceptați toți acei cari se găsesc în fapt în stare de cumul sau recidivă, indiferent dacă aceste stări sunt sau nu constatate în hotărârea condamnatorie.

În favorul primelor opinii s'au invocat pe departe termenii art. 6 care vorbește de *condamnații pentru cumul*, iar pe de altă parte că fiind îndoiială asupra acestei chestiuni ea trebuie rezolvită în sensul cel mai favorabil inculpatului.

Vom reaminti ceia ce spuneam la început, anume că dispozițiunile unui decret de grațiere nu se interpre-

tează cu principiile de interpretare ale dreptului penal, ci se analizează și se tâlmăcesc la lumina rațiuni care a impus această măsură de clemență.

M. S. Regele din considerațiunile arătate a înțeles să fie îngăduitor cu cei ce au greșit până la o anumită dată, în speranța că pe viitor nu vor mai repeta greșală lor. Dar pentru a fi vorba de greșeli și de speranța îndreptării prin blândețe, aceasta implică neapărat ca infractorul să fie la prima lui vină, să nu se fi lansat cu totul pe calea răului, să nu aibă a-și imputa prea multe fapte rele.

De aceia decretul de grațiere exclude pe cei ce sunt în stare de *cumul* sau de *recidivă*.

Poate fi oare vre-o îndoiială asupra sensului și înținderii acestor termeni? Socotim că nu și iață de ce:

Cumulul ca și recidiva sunt absolut stări de fapt, verificabile ca atari.

Cumul e starea în care se găsește un infactor care a comis mai multe infracțiuni fără ca să fi fost condamnat și să fi executat încă pedeapsa pentru vreuna din ele.

Deci nu mențiunea că s'a aplicat art. 40 c. p. într'o sentință creiază starea de cumul, această mențiune nu indică decât că s'a operat absorbițiunea pedepselor, cumulul există din moment ce sunt mai multe pedepse neexecutate, iar lipsa art. 40 c. p. din sentințele ce pronunță aceste pedepse, nu înlătură cumului, ci implică numai nevoia de a se face absorbițiunea.

Deci condamnați pentru cumul sunt toți condamnații ce au mai multe condamnațiuni pe cale de executare.

Nu ar fi oare absurd, ca în timp ce un condamnat la 5 zile închisoare pentru loviri și insulte cu aplicarea art. 40 este înlăturat dela grațiere, să vedem cum un alt condamnat, prin sentințe deosebite, la 3 luni pentru furt, la 2 luni pentru înșelătorie, la o lună pentru răniri, etc. se bucură de remitere totală și iese din pușcărie fiindcă în nici una din sentințe nu e menționat art. 40 c. p.?

Orice comentariu e de prisos. Nici intenția și nici voința M. S. Regelui nu a fost aceasta. Același lucru trebuie să spunem și despre recidivă.

De aceia dela început ne am declarat pentru cea de a treia opinie care exclude dela grațiere pe toți cei ce sunt în fapt în stare de cumul sau recidivă. Cât privește argumentul cu soluțiunea cea mai favorabilă inculpatului, ea nu are ce cănta aci, atâta timp cât ea nu este și cea mai conformă cu rațiunea și considerațiunile cari au determinat măsurile de clemență acordate.

Nu trebuie însă confundată starea de cumul cu condamnățiunea cumulativă prin care se pronunță deodată închisoare și amendă. În acest caz grațierea se aplică în măsura și în limitele acordate, pentru fiecare din aceste două pedepse.

V. O chestiune care s'a discutat iarăși foarte mult și care ne-a surprins, nu fiindcă a fost pusă în discuție, ci fiindcă a putut fi atât discutată, este și următoarea:

Reducerea acordată de art. 3 din decret se operează asupra pedepsei pe care condamnatul o execută sau asupra restului ce mai are de executat din această pedeapsă.

Orice condamnat execută o pedeapsă, aceasta poate fi sau pedeapsă inițială la care a fost condamnat de justiție, sau o pedeapsă substituită pedepsei inițiale printr'o comutare sau reducere anterioară. De aceia nu trebuie confundată *pedeapsa ce se execută cu restul ce mai are de executat* din această pedeapsă un condamnat; prima este o entitate juridică de care sunt

legate toate consecințele condamnățiunii, a doua e o porțiune de timp în care aceste consecințe vor continua să subsiste.

Ori știut este că orice modificare adusă în executarea sau durata unei pedepse, atâta timp cât printr-o dispozițiune expresă nu se spune contrariu, operează direct și exclusiv asupra acelei entități juridice care este *pedeapsa care se execută* de condamnat.

Față cu acest principiu desigur chestiunea dacă reducerea se operează asupra pedepsei sau asupra restului ce mai este de executat din această pedeapsă, devine complet fără interes.

Ni s'a obiectat însă următoarele :

Să presupunem un condamnat la 20 ani muncă silnică, din care a executat 16, deci mai are 4 ani. Dacă aplicăm reducerea de o pătrime la pedeapsa propriu zisă avem $20 : 4 = 5$, deci i se reduce 5 ani și cum mai are de executat numai 4, va trebui să-l eliberăm imediat și să-i mai rămănam datori — este expresiunea cu care ni s'a dat exemplul — un an. Dar dacă din contra facem reducerea asupra restului de 4 ani ce mai are de executat, vom avea $4 : 4 = 1$, deci reducem un an și va mai executa trei, fără să-i mai rămănam nimic datori.

E curios că de data aceasta interpreții au uitat să mai invoace pentru condamnat soluțiunea cea mai favorabilă și de teamă să nu-i rămănam datori cu un an de ocnă i au făcut grația de a-l mai reține încă trei.

E posibilă o atare interpretare ? E admisibil ca unui condamnat care a executat 16 ani să-i reduci un an, pe când unuia care a executat de ex. 2 ani și mai are 18 să-i reduci $18 : 4 = 4$ și 6 luni, deci patru ani și jumătate ? Nu. Și unul și celălalt beneficiază de o reducere egală, adică o pătrime din pedeapsa propriu zisă de 20 ani, deci li se iartă 5 ani.

Așa dar orice condamnat a cărui reducere depășește restul ce mai are de executat trebuie eliberat imediat, cum e cazul celui din exemplul arătat mai vus, și să nu se teamă nimeni ca acest condamnat se sa gândi o clipă să formuleze reproșul pueril că iar fi rămas cineva dator cu vre-o fărâmiță de pedeapsă.

VI. O chestiune mult mai gravă și în aparență insolubilă s'a discutat cu privire la iertarea amenzilor.

Art. 5 din decret iartă orice amenzi pur penale până la 500 lei. Chestiunea e foarte simplă pentru cei solvabili, din moment ce sunt condamnați peste 500 lei vor plăti întreaga amendă ; deși ar fi fost logic să existe scăderi proporționale și pentru amenzile mai mari, căci măsurile de clemență nu trebuiesc refuzate tocmai infractorilor cari au fost condamnați la amendă și cari prin aceasta dovedesc că au fost găsiți de justiție ca mai puțin vinovați și mai puțin perversi decât alții.

Dar întrebarea este, ce se face cu cei condamnați mai mult de 500 lei, dar insolubili ? Transformându-se amenda în închisoare, ei ar urma conform art. 5 să execute fără reducere pedeapsa, întrucât amenda lor e mai mare de 500 lei.

Nu aceasta e însă soluția. Din moment ce cineva e insolubil — și insolubilitatea nu e sinonimă cu nevoița de a plăti, căci contra acestei nevoițe exista urmărirea forțată — zicem din moment ce cineva e declarat insolubil, iar pedeapsa sa de amendă e convertită în închisoare, această transformare punând pe condamnat în situația de a executa o pedeapsă privativă de libertate implicit va atrage pentru el și beneficiul reducerilor stabilite de art. 3 din decretul de grațiere.

Se va spune că prin această transformare se creiază insolubibililor o situație mai bună decât celor solvabili, remițându-li-se pedeapsa până la 3 luni equivalentul

lui 900 lei amendă. Dar, nu e firesc oare ca cel insolubil să merite mai multă sollicitudine, cu atât mai mult cu cât de aceeași situație mai bună beneficiază alții mai vinovați, cei ce au fost direct condamnați la închisoare ? Credem că da, căci altfel ar însemna să creiăm insolubililor o situațiune mai rea decât a tuturor celorlalți infractori.

VII. În fine, s'a pus întrebarea ce se face cu acele pedepse ce nu sunt vizate de nici una din reducerile art. 3 al decretului de grațiere.

Astfel art. 3 reduce o treime din pedepsele până la 5 ani închisoare, iar mai departe spune că se reduce cu o pătrime pedepsele mai mari de 5 ani.

Ce vom zice când cineva e condamnat 5 ani reclusiune, sau muncă silnică ?

Față de primul aliniat care vorbește de închisoare nu se pare că nu se poate aplica reducerea de o treime, căci 5 ani reclusiune e mai mult ca 5 ani închisoare. Dar nici reducerea de o pătrime nu se poate aplica căci ea se aplică la pedepse mai mari de 5 ani, pur și simplu, ori desigur că cel condamnat la 5 ani reclusiune nu e condamnat mai mult de 5 ani.

S'a spus totuși că trebuie aplicată reducerea de o pătrime fiindcă 5 ani reclusiune fac mai mult decât 5 ani. Așa ar fi dacă și aliniatul II ar spune mai mult de 5 ani închisoare, dar acest aliniat spune pur și simplu mai mult de 5 ani. Și atunci dacă nu ni se dă un punct de plecare calitativ, ci cantitativ, cum se poate spune, că 5 ani, fie ei de orice ar fi, fac mai mult decât 5 ani ?

Dar, ceva mai mult, să presupunem că cineva e condamnat 3 ani detențiune, cum se va putea spune că acești 3 ani fac mai mult cantitativ decât 5 ani ?

Toată discuțiunea nu provine decât dintr'o eroare. S'a crezut că diversele reduceri sunt acordate în raport cu diferitele categorii de pedepse prevăzute de codul penal, pe când în realitate ele vizează diferite durate independent de numirea pedepselor. Astfel s'a remis pedeapsă până la 3 luni, s'a redus pe jumătate dela 3 luni la un an, s'a redus o treime dela 1-5 ani și o pătrime dela 5-20 ani.

Eroarea a provenit din cauză că alin. I din art. 3 vorbește de 5 ani închisoare, însă acest termen care sfârșește o enumerare, are sensul larg de deținere.

Dovadă că nu s'a avut în vedere scara pedepselor din codul penal, ci anumite durate indiferent de denumirea pedepselor, este faptul că grațierea acordată de acest decret se aplică conform art. 1 : tuturor locuitorilor din întreaga țară, ori se știe că în ținuturile alipite afară de Basarabia sunt alte legi penale cu altă ierarhie de pedepse, ori dacă în decretul de grațiere s'ar fi vizat scara pedepselor din codul nostru penal cum ar fi mai fost posibil să mai fie aplicat acest decret și în teritoriile alipite.

Deci reducerile se vor opera după durata pedepselor, iar nu după denumirea lor.

Acestea sunt cele câteva observațiuni ce aveam de făcut, desigur toate discuțiunile s'ar fi putut evita printr'o mai îngrijită redactare a decretului și o serioasă elaborare a dispozițiunilor lui, pentru prestigiul ce trebuie să-l aibă un act semnat de M. S. Regele, act ce nu trebuie să cunoască rețușarea circulărilor ministeriale.

VINTILĂ DONGOROZ.

— Retipărindu-se colecții complete din Curierul Judiciar dela anul 1900 la zi, se vând cu prețul de 350 lei fiecare an, iar Tablele de materii cu 50 lei.

NOUA LEGE A AVOCAȚILOR

Alegerile pentru „UNIUNE“

Legea cea nouă a înființat „Uniunea Avocaților din România“, menită să coordoneze acțiunea tuturor barourilor, să constituie instanța de recurs în materie disciplinară, să înființeze și să conducă casa de ajutor, pensuni și asigurări a corpului avocaților din România.

Fără îndoială posibilă legea avocaților constituie un vădit progres.

Aceasta nu împiedică însă ca unele din textele ei să fie defectuoase și susceptibile de mai multe interpretări, cum este art. 71 referitor la constituirea comitetului Uniunii.

Acestui articol eșit din desbaterile congresului i s'au adăugat la Senat două aliniate, iar la Cameră — nu știu pentru ce motive — nu s'a susținut amendamentul menit să limpezească totul, discutat și admis în prealabil de comisiunea permanentă a congresului, întrunită la un loc cu parlamentarii.

Aliniatele introduse la Senat și reproduse mai jos creiază dificultăți pentru interpretarea articolului.

Art. 71. — Se înființează în București un organ general al barourilor avocaților din România, care e persoană juridică, cu denumirea «Uniunea Avocaților din România».

Uniunea va fi condusă de un consiliu general ales pe trei ani și compus din decanul sau un alt delegat al fiecărui barou de reședință de tribunal; barourile din localitățile unde sunt Curți de apel având trei delegați, iar baroul de Ilfov șapte.

Alegera se poate face și prin corespondență adresată la sediul Uniunii.

Consiliul va alege o comisiune permanentă compusă dintr-un președinte, trei vice-președinți și unsprezece membri, din cari șapte locuind în București, unde va fi sediul comisiunii.

Președintele Uniunii și consilierii generali trebuie să aibă cel puțin 15 ani de exercițiu al profesiunii.

Încetarea din viață, demisia sau incompabilitatea președintelui sau unui membru al comisiunii dă loc la o nouă alegere pentru locul devenit vacant. Această alegere se va putea face în acelaș mod ca și alegerea consiliului general.

Îndată după punerea în aplicare a prezentei legi, Decanul Baroului din județul Ilfov va trimite tutulor Barourilor din țară lista candidaturilor ce va fi primit pentru alegerea membrilor consiliului general.

Alegerile la cari se referă art. 71, urmând să se facă urgent, ar fi bine ca toate barourile să dea articolului aceiași interpretare și toate să procedă la alegeri după aceleași norme.

Consiliul general care va conduce Uniunea, va fi ales pe termen de trei ani.

Ideia alegerii este cuprinsă în aliniatul 1, 2, 4 în fine și 5.

Dacă nu poate fi îndoială că membrii consiliului trebuie să alegeți, la prima aparență pare îndoelnică chestiunea alegerii decanilor.

Legea spune compus din decanul ceace ar face să se creadă că Decanii sunt membrii de drept în Consiliul general.

Pentru mine este sigur că nu aceasta a fost in-

tențiunea legiuitorului, de altfel din însăși textul articolului 71 rezultă că și Decanii trebuie să alegeți pentru a reprezenta baroul respectiv în Comitetul Uniunii.

Legea vorbește de un consiliu general ales, deci toți membrii lui trebuie să alegeți; dacă articolul adăogă că consiliul va fi compus, prin alegere bine înțeles, căci ideia alegerii este cuprinsă în fraza precedentă, din Decanul sau alt delegat al baroului respectiv, aceasta a făcut-o numai pentru a spune că și Decanii sunt eligibili. Că, consiliul general în întregul său, fără excepțiune, trebuie ales, legea o spune din nou în aliniatul penultim: „Această alegere se va face în acelaș mod ca și alegerea consiliului general“.

Principiul alegerii tuturor membrilor fiind clar, excepțiunea, adică existența unor membrii de drept, n'ar putea fi exprimată de cât în mod expres și legea nu spune nicăeri că Decanii sunt membrii de drept.

Articolul adăogă că delegarea membrilor, adică alegerea lor, se va face de fiecare barou în parte. (Aliniatul II).

În lipsa unei alte proceduri speciale prevăzută în lege, alegerea se va face ca și acelea ale consiliilor de disciplină conform articolelor 60, 61, 62 și 63, cari constituiesc dreptul comun pentru alegerile la barouri,

Aliniatul adăogă de Senat, la textul Congresului prevede că alegerea se va putea face și prin corespondență adresată la sediul Uniunii. Acest aliniat prevede o simplă posibilitate, astfel că procedura sa nu este obligatorie. Alegerile făcându-se pe barouri, nu este nevoie ca alegerile să se facă prin corespondență decât acolo unde avocații din mai multe orașe depărtate formează un singur barou, ca în Ardeal, Basarabia și Bucovina

Legile trebuie să se interpreteze în mod armonie și logic, astfel ca toate dispozițiunile să aibă un înțeles și o aplicare practică. Tot astfel trebuie interpretat și aplicat articolul 71 din legea avocaților.

În conformitate cu prevederile lui toate barourile din țară ar fi bine să procedeze la alegerea delegaților în consiliul general pentru ca comitetul să poată fi constituit cât mai în grabă, deoarece aplicarea în mare parte a legii se va putea face numai de acest comitet.

VASILE TONCESCU,

Avocat,

Secretarul general al Comisiunii permanente a congresului avocaților.

A apărut:

— **Legea pentru organizarea și unificarea Corpului de avocați**, textul oficial cu comentarii după desbaterile parlamentare și expunerea de motive de Chiriță Vasilescu.

Exemplarul costă 10 lei plus 2 lei pentru porto în provincie și se poate procura dela autor, dela Cercul avocaților București, Bulev. Academiei No. 1, sau prin administrația «Curierului Judiciar».

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 4 Decembrie 1922

Președinția d. VICTOR ROMNICEANU, Prim-președinte

Victor I. Brabețianu și a. cu Dumitru M. Popescu

Decizia No. 1292 *)

Chirii. — Coproprietar. — Cerere de evacuare. — Îndeplinirea condițiilor în persoana numai a coproprietarului reclamant. — Admisibilitatea evacuării. — Art. 2 legea din 14 Aprilie 1922.

Chirii. — Proprietar chiriaș. — Cerere de evacuare. — Oferirea locuinței deținută cu chirie este suficientă pentru îndeplinirea obligațiunii de schimb.

1. Este în drept a obține evacuarea chiriașului, coproprietarul care întrunește în persoana sa condițiunile cerute de dispozițiunile din legea dela 14 Aprilie 1922, deși ceilalți coproprietari nu le întrunesc, sau nu se prevalează de favoarea legii.

2. Dreptul proprietarului, care locuiește cu chirie, de a se muta în imobilul său, cu condițiune de a da chiriașului, în schimb, locuința ce o deține, nu este subordonat de lege consimțământului proprietarului imobilului în care chiriașul urmează să se mute. Prin urmare oferta de schimb făcută de proprietarul-chiriașul constituie din partea sa îndeplinirea completă a obligațiunii impusă de lege și dificultățile ulterioare ce se vor ivi pentru chiriașul său, nu constituie un motiv de decădere din exercițiul dreptului său.

Curtea,

Complectându-se conform art. 20 din legea sa organică, și

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d-l consilier S. Tipei, pe d-l av. St. Marinescu-Bolintin în dezvoltarea motivelor de casare și pe d-l av. Armand Iliescu în combateri și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Victor I. Brabețianu și Maior Adrian Brabețianu în contra deciziei No. 167/922, dată de Curtea de Apel București s. I-a în cauză cu intimatul Dumitru M. Popescu.

Văzând motivul unic de recurs :

I. «Violarea art. 2 din legea publicată în Monitorul Oficial No. 11 din 14 Aprilie 1922 și exces de putere.

«In adevăr, secțiunea I-a a Curții de Apel din București, constatând în fapt existența unui contract de închiriere intervenit între cei patru copii rămași de pe urma decedatului Ion Brabețianu, ca proprietar și intimatul Dumitru Popescu, ca chiriaș, purtând asupra folosinței unui apartament mobilat din imobilul situat în București, Splaiul General Magheru No. 13, contract în curs de execuțiune, cu termen forțat la acea dată, în baza decretului-lege No. 1420/920, respinge cererea pentru evacuarea chiriașului, actual intimat, socotind că în drept rezilierea despre care tratează precitatul text, nu este posibilă numai din partea noastră — doi din cei patru coproprietari — de și în fapt mai constată că ceilalți doi coproprietari, rămași în acțiune, nu se opuneau pretențiunii noastre de evacuare, precum rezultă din declarația acestora, autentificată la No. 14586/922, mai ales că toți aceștia nu ar fi întrunit condițiunile din sus menționata lege, pentru a putea evacua și ei pe chiriași.

«Curtea din București ne mai respinge cererea și pentru motivul, că cu toată declarația noastră de a pune la dispoziția intimatului cele două camere reținute cu chirie în altă

parte a orașului, numai cu atâtă nu am fi satisfăcut condiția legii, întrucât nu am fi stabilit dacă proprietarul acelor camere — locatorul nostru — putea fi obligat să le puie la dispoziția intimatului.

«Instanța de fond violează art. 2 al legii din 14 Aprilie 1922, de vreme ce precum am demonstrat prin concluziile scrise, prin cuvântul proprietar din menționatul text, se înțelege și coproprietarul.

«De alimnteri debaterile parlamentare sunt clare în această privință.

«Independent de soluția legii, în fapt prin precitata declarație dată de ceilalți doi coproprietari, între noi toți intervenea un partaj de folosință prin efectul căruia deveneam noi reclamantii titulari exclusivi ai dreptului de folosință și menționata declarație — cu toată părerea contrară a Curții din București — era opozabilă intimatului, care ca chiriaș nu este titular de drept real, ci un veritabil creditor chirografar.

«Prin urmare, instanța de fond numai printr'un exces de putere a mai putut respinge apelul, pentru motivul că ceilalți doi coproprietari, rămași în funcțiune, nu ar fi întrunit condițiunile legii, de oarece era îndestulător ca noi reclamantii să întrunim condițiile ei pentru a triumfa.

«Cererea noastră fiind fondată pe dispoziția de sub lit. b, a art. 2, condiția de principiu și anume aceea de a da chiriașului în schimb locuința noastră este inaplicabilă acestui caz dela lit. b, fiindcă legea cerând proprietarului reclamant — pentru a triumfa la cererea lui — să dovedească că a rămas fără locuință, este cu neputință să i se mai pretindă a oferi ceace nu are.

«De altfel noi reclamantii am oferit intimatului cele două camere pe care le deținem cu chirie, precum constată însăși Curtea și totuși am fost respinși, pentru motivul că nu am fi stabilit și îndatorirea proprietarului nostru, de a pune acele încăperi la dispoziția intimatului, în locul nostru.

«Fără îndoială soluția Curții este eronată și diu acest punct de vedere de vreme ce obligația proprietarului nostru, rezultă din lege».

Având în vedere decizia atacată cu recurs din care se constată că, recurenții, coproprietari ai unui imobil, în care intimatul ocupă un apartament ca chiriaș, întemeindu-se pe art. 2 din legea dela 14 Aprilie 1922, au chemat în judecată pe intimat spre a fi obligat la evacuarea apartamentului, pentru motivul că, fiind funcționari publici, cu serviciul comandat în localitate, și locuind ei însăși cu chirie, au nevoie a ocupa apartamentul proprietatea lor;

Că această acțiune a fost însă respinsă prin decizia de față;

Având în vedere că pentru a respinge acțiunea, Curtea de Apel constată că recurenții, au devenit în 1917, în urma decesului tatălui lor, coproprietari ai imobilului, în discuțiune, împreună cu alți doi frați cari nu sunt funcționari publici și nu îndeplinesc și aceștia condițiunile legii pentru a cere evacuarea; că, dreptul de a cere evacuarea pe baza art. 2 din lege este acordat — afirmă Curtea de fond — numai proprietarului exclusiv nu și unui coproprietar aflat în indiviziune, când ea în specie, coindivizarii nu îndeplinesc și ei condițiile legii pentru a cere evacuarea, — soluțiune criticată de recurent ca violând art. 2 din menționata lege;

Considerând că, prin noua lege asupra prelungirii contractelor, legiuitorul, în vederea unei îndrumări spre normal și ținând seamă și de necesitățile imperioase ale unora dintre proprietari, a dat preferință acestora față de chiriași, și prin art. 2 alin. a, b, și c, le-a recunoscut dreptul ca sub anumite și deosebite condițiuni, să poată obține, prin justiție, încetarea prelungirii legale a contractelor și evacuarea imobilului închiriat;

Considerând că, atunci când prin art. 2, legiuitorul prevede proprietarii cari pot obține evacuarea, înțelege să cuprindă, sub denumirea de proprietar și pe coproprietar, căci chestiunea aceasta a fost relevată în cursul debaterilor din Senat, cu ocazia discutării acestei legi,

*) Dată după divergență.

și, la întrebarea formulată asupra acestui punct și a nume dacă sub denumirea de proprietar se înțelege și pe coproprietar, răspunsul ministerului de justiție și a raportorului legii a fost afirmativ ;

Că, de altfel, prevederile legii în această privință, sunt conforme cu principiile generale în materie de indiviziune, potrivit cărora un coproprietar având dreptul la folosință comună asupra bunului indiviz, exercițiul acestui drept nu depinde de voința sau situațiunea juridică a celorlalți coproprietari ; că, de aceea este constant în drept, că un coproprietar poate să ceară, fie nulitatea unui contract de închiriere la care n'a participat, fie rezoluțiunea lui în cazul că s'a făcut cu consimțământul său, dar n'a fost executat de chiriaș, deoarece în timpul indiviziunii, un asemenea contract nu poate fi făcut, sau menținut prin voința expresă sau tacită a unora numai dintre coproprietari, iar împrejurarea că în acest timp coproprietarul nu are dreptul la o folosință exclusivă, privește numai raporturile dintre coproprietari, dar nu poate constitui o piedică pentru unul din ei de a cere, în cazurile indicate, punerea sa în folosința comună a bunului în indiviziune ;

Că, situațiunea juridică a părților, este aceeași și când este vorba de prelungirea legală a contractelor de închiriere și de aceea tocmai, legiuitorul noii legi, — după cum s'a lămurit lucrul în desbaterile asupra ei, n'a înțeles că, atunci când a reglementat condițiunea unora din proprietari pe care a voit a-i favoriza, — să subordoneze totuși drepturile unui coproprietar, care întrunește în persoana sa toate cerințele legale, spre a putea obține evacuarea, de împrejurarea că un alt coproprietar nu se găsește și el în aceleași condițiuni, sau, ceace este tot una, că din lipsă de interes nu se prevaluează de favoarea legii, ci, fără a face vre-o distincțiune nejustificată între proprietarul exclusiv și coproprietar, a permis ambilor, pentru identitate de motive, să ceară evacuarea în cazurile anumite prevăzute de lege ;

Că, așa fiind, numai printr'o greșită interpretare și violarea art. II din noua lege asupra contractelor de închiriere, Curtea de Apel a respins cererea de evacuare în discuțiune ;

Având în vedere că prin decizia de față, — Curtea de Apel mai afirmă că legea de față — cere și condițiunea ca proprietarul să dea în schimb celui evacuat locuința sa ; că, în specie, deși recurenții de azi au oferit intimatului camerele pe care ei le dețin cu chirie, totuși numai prin aceasta — afirmă Curtea de Apel — recurenții nu au satisfăcut cerințele legii, de oarece nu s'a stabilit dacă proprietarul acelor camere ar putea fi obligat să le pue la dispozițiunea intimatului, afirmatiune criticată de asemeni prin motivul de recurs ca violând art. 2 de mai sus ;

Considerând, că dreptul unui proprietar care locuiește el singur cu chirie, de a se muta în propriul său imobil, cu condițiunea de a da în schimb, chiriașului său, pe care voește a-l expulza, imobilul pe care îl deține el însuși cu chirie, nu este subordonat de lege condițiunii de a dobândi consimțământul proprietarului imobilului în care urmează a se muta chiriașul expulzat ;

Că, acest din urmă proprietar, având de la lege obligațiunea de a primi în imobil pe chiriașul expulsat, cerințele legii se găsesc îndeplinite din moment ce se constată că oferta schimbului a avut loc din partea proprietarului care cere evacuarea pentru a se muta dânsul, și care, făcând tot ce-i sta în putință și ceiace îi impune legea, de a oferi în schimb locuința sa, dificultățile ulterioare ce ar surveni în această privință, nu pot constitui un motiv de decădere în exercițiul dreptului pe care legea i-l recunoaște prin art. 2 menționat ;

Că, prin urmare și din acest punct de vedere, recursul de față se găsește întemeiat ;

Pentru aceste motive, Curtea casează etc.

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 8 Decembrie 1922

Președinția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte

Ștefan Vasilief Mavrodief cu Igo Moldovan

Decizia No. 1322

Suspendare de executare pe baza recursului. — Hotărâre definitivă de reziliere. — Suspendarea la aprecierea instanței, nu-i obligatorie. — Art. 68 al. II partea ultimă din legea Curții de Casație.

Dacă condemnațiunea prevăzută în sentința definitivă a instanței de fond, nu reprezintă o valoare pecuniară, care să poată fi asigurată prin consemnarea sumei respective, ci se hotărăște rezilierea contractului de locațiune și evacuarea imobilului, — instanțele de fond în urma introducerii recursului, sunt în drept să hotărască dacă față cu împrejurările cauzei, este sau nu locul a se acorda suspendarea executării, până la judecarea recursului, pe temeiul unei cauțiuni bănești.

Prin urmare, în acest caz, suspendarea nu este obligatorie pentru ele, ci lăsată la aprecierea lor.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de D-l Consilier D. Florescu, pe d l avocat Gh. Netter în desvoltarea motivului de casare, intimatul lipsind și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Ștefan Vasilief Mavrodief contra jurnalului No. 4539/922 a Trib. Caliacra dată în proces cu Igo Moldovan pentru suspendare de executare ;

Văzând unicul motiv de casare astfel formulat :

«Violarea art. 11 din legea proprietarilor și art. 68 din legea Curții de Casație, admitându-se de către Tribunalul Caliacra că el este suveran a dispune suspendarea ori nu a sentinței civile No. 112 din 13.IX.922, contra căreia în termen legal s'a depus cererea de recurs și nu a admis susținerea mea, arătată amănunțit în memoriu meu către Trib. Caliacra, înregistrat la No. 4634 din Septembrie 1922, prin care am susținut că suspendarea punerei în lucrare a hotărârilor definitive date de instanțele de fond, este lăsată în toate cazurile la facultatea părții dacă aceasta satisface cerințele legii și anume: dacă a făcut recurs și a depus valoarea corespunzătoare condamnățiunii, cum s'a pronunțat și Inalta Curte de Casație Secțiia II-a în hotărârea din 15 Iunie 1911. (B. p. 896/911, Dan, ediția II-a pag. 545 și 546, p. 14, sub art. 401). Că suspendarea este lăsată la aprecierea instanței de fond, numai când e cestiunea de o contestațiune de dreptul comun și pe calea ordinară, conform art. 401 din pr. civ.; că conform legii proprietarilor suspendarea este obligatorie pentru instanța de fond dacă se depune recurs în termen legal și dacă se depune cauțiunea determinată de lege ; că instanța de fond nu are drept conform legii proprietarilor a determina quantumul cauțiunii, fiind el determinat de lege chiar și în caz de contestațiune, și nu numai în caz de apel sau recurs ;»

Având în vedere jurnalul atacat, din care rezultă că recurentul, introducând recurs în contra sentinței No. 122/922 a aceluiaș Tribunal, care declară reziliat contractul prin care ține în arendă dela intimat un teren de cultură al acestuia, a cerut Tribunalului suspendarea executării sentinței de evacuare, până la judecarea recursului, obligându-se a consemna cauțiunea ce se va fixa de judecată ; că, Tribunalul, prin jurnalul dedus

astăzi în recurs, i-a respins cererea pe considerațiunea că art. 68 din legea Curții de Casație acordă părților dreptul de a cere suspendarea hotărârilor definitive numai dacă ele prevăd o condamnățiune pecuniară, ceiace nu este în cazul de față; că, în același timp, constată și motivează Tribunalul, în orice caz suspendarea cerută de recurent nu se poate acorda, deoarece dânsul, de când deține terenul intimatului, nu a plătit acestuia nici-o arendă, creindu-i astfel o situațiune defavorabilă, care nu poate fi consfințită de justiție;

Că, prin motivele de casare se invoacă violarea art. 11 legea proprietarilor și a art. 68 legea Curții de Casație;

Considerând că, art. 68 legea Curții de casație acordând imprecizațiilor posibilitatea de a suspenda executarea sentințelor definitive date de Curțile de Apel și Tribunalul, în cazul când au introdus recurs în contra lor, supune obținerea acestei suspendări condițiilor fixate prin diversele aliniate ale acestui text de lege;

Că, dacă în primul aliniat lasă la facultatea părții obținerea suspendării, obligând-o numai la asigurarea sau depunerea valorii corespunzătoare condamnățiunii, rolul judecății fiind numai acela de a constata, dacă quantumul cauțiunii corespunde cu valoarea condamnățiunii și a ordona suspendarea, — această dispozițiune își are aplicațiune numai când condamnățiunea constă într-o sumă de bani, căci numai în acest caz ea poate fi asigurată prin depunerea sumei corespunzătoare;

Că însă, atunci când condamnățiunea nu reprezintă o asemenea valoare, ci se referă, cum este în speță, la rezilierea unui contract de locațiune și evacuarea imobilului, în acest caz, asemănător celui prevăzut în partea ultimă a al. II, într-un cât este vorba de folosința unui imobil pe temeiul unui contract, instanțele de fond sunt în drept nu numai să fixeze quantumul cauțiunii, care să asigure în bani dreptul consfințit pentru partea câștigătoare prin hotărârea dată, ci și să hotărască dacă acest drept poate sau nu să fie asigurat suficient pecuniarmente, deci să hotărască, dacă, față de împrejurările de fapt ale pricinii, este locul să se acorde sau nu suspendarea pe temeiul unei cauțiuni pecuniare;

Considerând că, în speță, deși Tribunalul rezolvă inexact chestiunea de drept, atunci când hotărăște că suspendarea sub cauțiune este inadmisibilă în cazurile de reziliere și evacuare, — totuși soluțiunea dată pricinii se menține pe constatarea în fapt, că, dat fiind modul în care recurentul s'a comportat față cu proprietarul, menținerea lui mai departe în folosința terenului, prin acordarea suspendării solicitată, nu poate fi admisă căci ar periclita drepturile acestuia;

Că, hotărârea menținându-se în acest mod pe aprecierea suverană a instanței de fond, motivul de casare devine nefondat și se respinge;

Pentru aceste motive, Curtea respinge, etc.

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. II

Audiența dela 4 Ianuarie 1922

Președinția d-lui OSCAR N. NICOLESCU, Președinte

Al. Lăzărescu cu Ministerul Public și Elena Păltineanu,
parte civilă

Decizia No. 63 bis

Ordonanță de neurmărire dată în țară străină, contra unui român, pentru o crimă comisă în acea țară contra altui român. — Dacă, și când ordonanța de neurmărire din străinătate poate constitui autoritate de lucru judecat în România?

Urmărirea în România. — Dacă e necesar să fi survenit sarcini noi? — Soluție negativă. — Dacă instanțele de instrucțiune din România trebuie să sesizeze pe ju-

decătorul de instrucțiune din străinătate care a dat ordonanța de neurmărire? — Act medico-legal. — Lipsa lui. Ce trebuie să cerceteze Camera de punere sub acuzare, când din lovituri a rezultat moartea? — Art. 4 al. IV c. p., Art. 60, 216, 241 pr. pen.

1. Din art. 4 al. IV c. p. rezultă că un român, care a comis o crimă în țară străină contra unui român, nu poate fi urmărit în România, dacă a fost judecat în mod definitiv în țara străină. Prin judecată în mod definitiv se înțelege o hotărâre irevocabilă dată în contra lui.

2. Ordonanță de neurmărire dată în străinătate, n'are de cât un caracter provizoriu și instrucțiunea poate fi reluată în țară.

În aceste cazuri urmărirea în contra inculpatului în România se face nu pe temeiul art. 241 pr. penală, ci pe baza art. 216 și 60 pr. pen., independent de orice survenire de sarcini noi și de instrucțiunea din străinătate, ca și cum acțiunea publică ar fi fost pusă în mișcare pentru prima dată.

3. Jurisdicțiunea română are competența de a cerceta afacerea și de a examina dacă există probe destule de grave, ca să pronunțe punerea sub acuzățiune, indiferent dacă surveniseră sau nu sarcini noi și deci nu este necesar ca Camera de punere sub acuzare să sesizeze pe judele instructor din străinătate și să-i înainteze piesele necesare, putând reține și da curs afacerii.

4. Nu intră în atribuțiile Camerii de punere sub acuzare de a cerceta, dacă există dovezi suficiente pentru condamnățiune, ci numai dacă sunt indicii îndestulătoare de culpabilitate pentru punerea sub acuzățiune și deci, în speță, deși nu se află în dosar actul medico-legal de facerea autopsiei cadavrului, totuși Camera constată din circumstanțele cauzei, că rănirea cauzată de infractor a produs moartea victimei.

Curtea,

Ascultând pe d-nii avocați I. Gr. Periețeanu, P. Sădoveanu și I. Micescu, în desvoltarea motivelor de casare, pe d-nii avocați Osvald Teodoreanu, E. Otulescu și H. Asnavorian în susținerile intereselor părții civile și pe d-l procuror Al. Dem. Oprescu în concluziuni și

Deliberând,

Asupra primului motiv de recurs:

I. «Exces de putere, și violarea art. 4 al. IV; art. 58, 256 cod. penal și 241 proc. penală.

«Pentru ca cineva să poată fi trimis în judecata Curții cu jurați, trebuie ca fapta ce i se impută să fie calificată crimă prin lege, și neobservarea acestui fundamental principiu de drept penal e de natură să atragă nulitatea deciziunii de trimitere înaintea Curții cu jurați în temeiul art. 324 pr. pen.

«În speță, prin ordonanța dela 16 Septembrie 1916, dată de judele instructor din St. Malo (Franța), s'a constatat că nu există caz de urmărire împotriva mea pentru crimă de omor ce mi se impută că a-și fi săvârșit-a asupra persoanei lui Dominic Păltineanu în noaptea de 12-13 August 1916, în localitatea Dinard din Franța. Ori, această ordonanță rămasă definitivă și motivată în drept, pe lipsa de criminalitate a faptului mie imputat (împrejurarea că victima s'a înfipt singură în cuțit și starea de legitimă apărare în care m'am aflat), avea netăgăduit caracterul lucrului definitiv judecat și acțiunea publică, fiind astfel definitiv stinsă în Franța, nu mai putea fi reinviată de organele de instrucțiune române, noile sarcini prin cari se tinde a se stabili că cineva ar fi cu adevărat autorul unui fapt, ce i-a fost odată imputat fiind ineficace pentru a autoriza o reluare a instrucțiunii, — atunci când ordonanța sau decizia, care a declarat că nu este caz de urmărire, a motivat în drept că faptul imputat nu constituie, nici crimă, nici delict, nici contravențiune.

«Camera de punere sub acuzare, prin deciziunea atacată cu recurs, refuzând să recunoască ordonanței definitive a judecătorului de instrucțiune din St. Malo (Franța) autoritatea

lucrului definitiv judecat, și reinviind o acțiune publică definitiv stinsă, pe temeiul unor pretinse noi sarcini, ce nu tindeau cel puțin să stabilească, că faptul mie imputat are un caracter juridic și criminal, ce nu fusese relevat prin vechile sarcini, a interpretat, așa dar, în mod greșit, și a violat atât art. 4 alin. IV cod. pen., cât și art. 241 pr. penală și, astfel, a ajuns să mă trimeată în judecată pentru un fapt ce s'a recunoscut odată judecătorește, că nu poate fi calificat nici crimă, nici delict, ni i contravențiune, ceiace constituie de o potrivă o violare a art. 58 și 256 cod. penal.

Având în vedere că din deciziunea Camerei de punere sub acuzațiune de pe lângă Curtea de Apel din București, supusă recursului, rezultă, în fapt, că recurentul Alexandru Em. Lăzărescu, român, aflându-se la Dinard, în Franța, a rănit în noaptea de 12—13 August 1916, cu cuțitul, pe Dominic Păltineanu, care a încetat din viață în urma acestei răniri;

Că, fiind urmărit în Franța pentru crima de omor, judecătorul de instrucție de pe lângă Tribunalul St. Malo, sesizat cu această afacere, a declarat, prin ordonanța lui din Septembrie 1916, că nu există caz de urmărire, pe motiv că Păltineanu s'a înfipt el însuși în cuțitul lui Lăzărescu, și că, în tot cazul, acesta se găsea în stare de legitimă apărare; că, mai târziu, recurentul întorcându-se în țară, Elena Păltineanu, mama victimei, ca parte civilă, depune, în Aprilie 1922, plângere în contra lui Lăzărescu, pentru faptul de mai sus; Judecătorului de instrucție cab. I, de pe lângă Trib. Ilfov, care, în urma cercetărilor și investigațiilor făcute, declară de asemenea, prin ordonanța No. 55 din 2 Iunie 1922, în unire cu rechizitoriul definitiv al Primului Procuror, și pe baza art. 255 cod. pen., că nu există caz de urmărire în contra lui Lăzărescu, pentru crima săvârșită în August 1916 în localitatea Dinard; că, partea civilă, făcând opozițiune în contra acestei ordonanțe la camera de punere sub acuzațiune a Curții de Apel din București, aceasta prin deciziunea No. 605 din 3 Noembrie 1922, înlăturând, ca nedovedită legitima apărare, declară că este loc ca recurentul să fie pus sub acuzațiune pentru faptul de rănire cu voință, cauzătoare de moarte, constituind crima prevăzută și pedepsită de art. 238 și 241 cod pen.;

Că, în contra acestei deciziuni, Alexandru Emil Lăzărescu a făcut recursul de față;

Având în vedere că prin motivul de recurs de mai sus, recurentul pretinde că, Camera de punere sub acuzațiune, declarând caz de urmărire în contra lui, a violat autoritatea de lucru judecat rezultând din ordonanța de neurmărire a judecătorului de instrucție din St. Malo, și art. 4, al. IV cod penal;

Considerând că codul penal, se ocupă de crimele sau delicturile comise de români în străinătate în art. 4; că, al. IV al acestui text dispune că „nici o urmărire nu se va putea face pentru crimele sau delicturile săvârșite de români, în afară de teritoriul României, dacă inculpatul va dovedi că pentru acele fapte a fost judecat în mod definitiv în străinătate, și, în caz de condamnare, că a executat pedeapsa, sau că a fost grațiat“;

Considerând că, din principiile stabilite de art. 3 și 4 cod penal, rezultă că, dacă legea penală este teritorială, în sensul că pedepsește, în interesul siguranței și ordinii publice, toate infracțiunile săvârșite pe teritoriul național și că nu își întinde efectul ei dincolo de limitele teritoriului asupra căruia se exercită suveranitatea de la care emană, ea este însă, în același timp, și personală, în sensul că guvernă, deși în mod excepțional, faptele cu caracter penal comise de români în străinătate, și le reprimă chiar în lipsă, dacă infracțiunea este calificată crimă după legea română sau, dacă este un

delict pedepsit și după legislațiunea țării unde a fost săvârșită, la întoarcerea în patrie a autorilor lor;

Considerând că la această regulă, legiuitorul aduce o derogatiune, și anume: că Românul nu mai poate fi urmărit în țara lui, dacă dovedește că în străinătate, unde a comis infracțiunea, a fost, în mod definitiv, judecat, adică achitat, absolvit sau condamnat și că, în acest din urmă caz, a executat pedeapsa sau a fost grațiat;

Că, această derogatiune se întemeiază pe preeminența competenței teritoriale și pe principiul de justiție și de umanitate, formulat în vechea maximă: „non bis in idem“, care nu permite ca un inculpat să fie judecat de două ori pentru același fapt, principiu, care își are aplicațiunea nu numai în dreptul intern la hotărârile emantate de la tribunalele aceleași țări, dar și în relațiunile internaționale;

Considerând că, atât din spiritul art. 4 al. IV cod pen., cât și din lucrările premergătoare ale legii franceze din 1866, de unde s'a inspirat legiuitorul român, precum și din raportul legii din 15 Februarie 1894, care a modificat vechiul text al art. 4 cod penal român rezultă că prin expresiunile „judecat în mod definitiv“ legiuitorul a înțeles ca hotărârea străină de care se prevalează inculpatul român spre a opune o fine de neprimire în contra urmăririi începută în țara lui, trebuie să fie irevocabilă, și să fi consumat, epuizat absolut acțiunea publică relativă la infracțiunea ce i se impută;

Considerând că, pentru a aprecia dacă hotărârea prezintă acest caracter, trebuie avută în vedere, nu legislațiunea națională, ci legislațiunea străină, căci după dispozițiunile ei s'a pronunțat hotărârea ce se invoacă ca judecată definitivă;

Considerând că, deși art. 4 al. IV c. p., trebuie interpretat, nu în mod strict, ci larg, favorabil inculpatului, în sensul că se aplică, fără distincțiune, atât față de hotărârile emantate de la jurisdicțiunea de judecată, cât și față de hotărârile date de jurisdicțiunea de instrucție, însă ordonanța sau deciziunea de neurmărire nu poate fi asimilată în toate cazurile, din punctul de vedere al acestui text de lege, cu o hotărâre de achitare definitivă și împiedică exercitarea acțiunii publice în contra naționalului infractor reintors în patria lui;

Că, în adevăr, ordonanța sau deciziunea de neurmărire, motivată, în fapt, pe lipsa sau pe insuficiența dovezilor și indiciilor de culpabilitate, și rămasă definitivă, nu are, atât în legislațiunea franceză cât și cea română decât o autoritate provizorie, și nu proteje pe inculpat decât în mod condițional, cât timp nu survin sarcini, probe noi, necunoscute în momentul emiterii ordonanței și de natură a face mai verosimilă vinovăția inculpatului; în cazul contrariu, instrucțiunea poate fi reluată (art. 246 cod instr. crim. fr. și 241 cod proc. pen. rom.); că, dar, o asemenea ordonanță este cu totul revocabilă până la îndeplinirea prescripțiunii infracțiunii și nu are caracterul hotărârilor la cari s'a referit legiuitorul când a dictat dispozițiunea art. 4 al IV cod penal;

Considerând că, numai atunci ordonanța sau deciziunea de neurmărire ar prezenta un caracter absolut irevocabil și definitiv, când ar fi bazată pe o excepțiune peremptorie de drept, independent de starea sarcinilor culese prin instrucție, și când, prin urmare, survenirea de noi probe nu ar putea influența și schimba soluțiunea dată;

Considerând că, ordonanța sau deciziunea de neurmărire, care constată legitima apărare din partea inculpatului, deși privită ca motivată în drept, pentru că

legea în art. 58 cod. pen., determină condițiunile de existență a acestei stări de necesitate, totuși ea se întemeiază pe aprecierea faptelor, a circumstanțelor și a sarcinilor existente în momentul emiterii ei, și pe cari descoperirea unor probe noi în greutatea infractorului poate să le modifice și să aibă, în consecință, înrăuțire asupra primei soluțiuni; că, dar o asemenea ordonanță sau decizie nu constituie lucru definitiv judecat în sensul art. 4 al. IV cod pen.;

Considerând, în speță, că dacă din punctul de vedere al dreptului intern, ordonanța de neurmărire a judecătorului de instrucție din St. Malo, împiedică reluarea urmăririi în Franța în contra recurentului cât timp nu au survenit dovezi noi, ea, însă, nu este un obstacol, din punctul de vedere internațional, al art. 4 al. IV cod penal, ca recurentul să fie din nou urmărit în România, întrucât acea ordonanță, deși bazată și pe legitima apărare, nu a epuizat acțiunea publică și nu poate fi, deci, opusă ca fine de neprimire și contra urmăririi ce se exercită;

Că, astfel fiind, Camera de punere sub acuzațiune, în deciziunea supusă recursului, nu a violat autoritatea lucrului judecat și nici art. 4 al. IV și 58 c. p. și nu a comis exces de putere, când a declarat că este caz ca recurentul să fie pus sub acuzațiune;

Că dar, primul motiv de casare nu este întemeiat;

Asupra motivului II de recurs:

II. «Omisiune esențială. Nemotivare. Violarea art. 241 și urm. pr. pen.; greșita aplicațiune a art. 216 pr. penală.

«Chiar de s'ar admite, că survenirea de noi descoperiri ar fi de natură să autorize reluarea unei instrucțiuni și atunci când ne-am găsi în fața unei ordonanțe de neurmărire motivată în drept, cert este că organele de instrucțiune sunt datoare să arate și să motiveze în același timp, în ce consistă și de unde rezultă acele noi descoperiri, relevând actele și dovezile din care le trage; altminte ea, se violează principiile cuprinse în art. 241 și 242 pr. pen.

«Ori, în speță, deși ordonanța cu No. 56/922, a cab. I de instrucție de pe lângă Trib. Ilfov, constată în mod precis, că cu prilejul nouilor cercetări urmate de acel cabinet nu s'a adus nici o altă probă, în afară de cele desfășurate înaintea instanței de instrucție din Franța și că deci, ordonanța de neurmărire dată acolo, rămâne în picioare;

«Camera de punere sub acuzare, în urma opozițiunii făcută de partea civilă și în desacord cu concluziunile d-lui procuror general, a conchis totuși că este locul să fie trimis în judecată, — și pentru a ajunge la acest rezultat n'a relevat sau arătat în ce constă noile descoperiri a căror existență a tăgăduit-o prima instanță de instrucțiune, — lucru absolut necesar pentru a se putea da din nou curs unei acțiuni stinse, ci s'a mărginit pur și simplu să parafrazeze ordonanța judecătorească. Dealtminte, Camera de punere sub acuzare nici nu se putea să fie preocupată de această esențială chestiune, care singură autoriză o redeschidere a acțiunii publice, de oarece a pornit dela concepția greșită, bine marcată prin considerentele deciziunii sale, că rolul său nu era altul de cât să examineze, conform art. 216 pr. criminală, dacă există sau nu în contra mea probă sau îndestule indicii de culpabilitate, ca și cum art. 216 pr. crim., servea de bază instrucțiunii sale, iar nu art. 241 din acel cod, articol care nu se mulțumește, cu existența de probe sau indicii de culpabilitate, ci rec amă neapărat survenirea unor descoperiri noi în greutatea inculpatului, și cu toate acestea, Camera de punere sub acuzare recunoaște principiul cuprins în art. 241 pr. pen. A omis însă a-l aplica;

«Procedând astfel, Camera de punere sub acuzare vădit este, că m'a trimis în judecată pentru un fapt ce nu constituie legalmente nici crimă, nici delict, a făcut o greșită aplicațiune a art. 216 pr. pen., a violat dispozițiunile categorice ale art. 241 și 324 Nr. I proc. pen., nesocotind în același timp principiile care guvernează materia probelor, iar deciziunea sa, care din acest punct de vedere nu este măcar motivată, lucru de altfel explicabil, căci o motivare era chiar

imposibilă, din cauza inexistenței noilor dovezi, urmează să fie anulată, în temeiul art. 324 al. I proc. pen.;

Având în vedere că, art. 241 cod. pr. pen. dispune că: „prevenitul în privința căruia Camera de acuzațiune va fi decisă că nu se află în caz de a fi trimis înaintea Curții juraților, nu va mai putea fi tras în judecată pentru același fapt, afară numai dacă s'ar face niscareva noi descoperiri în greutatea sa“;

Considerând că, acest text nu își are aplicațiunea în speță; că, într'adevăr, din momentul ce s'a stabilit mai sus că ordonanța judecătorului de instrucțiune din St. Malo, nu poate, din cauza caracterului ei juridic, să aibă autoritate și să producă efect în România și să împiedice acțiunea ce s'a deschis aci, și din momentul ce principiul este că românul care a săvârșit o crimă sau un delict în străinătate, dacă nu se găsește în condițiunile determinate de art. 4 al. IV c. p. poate fi din nou urmărit înaintea autorităților române, este evident că urmărirea în contra recurentului se face, nu pe temeiul art. 241 cod. pr. penală și al descoperirii de sarcini noi, ceea ce nu ar putea avea loc decât în cazul când ordonanța ar fi emanat de la jurisdicțiunea de instrucțiune română, sau dacă în Franța s'ar fi reluat urmărirea, ci pe baza art. 216 și 60 cod. pr. pen., independent de orice survenire de sarcini noi și de instrucțiunea din Franța, ca și cum, pentru prima dată, acțiunea publică ar fi fost pusă în mișcare în urma săvârșirii infracțiunii imputate recurentului;

Că, a admite, după cum pretinde acesta, că el nu poate fi urmărit în țara de origină decât dacă ar exista sarcini noi, de oarece, în Franța nu s'ar putea relua urmărirea în contra lui decât într'un asemenea caz, ar fi a se adăoga la lege, subordonând urmărirea în România unei condițiuni pe care nu o prevede art. 4 al. IV c. pen.;

Că, astfel fiind, dacă deciziunea supusă recursului nu a arătat sarcinile noi ce s'au descoperit, ceea ce nu era necesar în speță, și s'a întemeiat pe dispozițiunea art. 216 c. pr. pen., ca să declare caz de punere sub acuzațiune a recurentului, nu a comis nici o omisiune esențială și nemotivare și a dat o justă interpretare art. 241 și 216 cod. proc. pen.

Că dar și al doilea motiv de recurs nu este fondat,

Asupra motivului III de recurs:

«Omisiune esențială. Violarea art. 324 proc. pen.; incompetență.

«Chiar dacă s'ar decide ca ordonanța judecătorească din St. Malo (Franța) nu constituie lucru definitiv judecat în sensul art. 4 c. p., și că împotriva mea ar exista noi descoperiri de natură să motiveze o reluare a instrucțiunii, această nouă instrucțiune nu se poate face decât de instanța de instrucțiune care a declarat că nu este caz de urmărirea.

«În adevăr, acea instanță, nefiind complet desezizată prin ordonanța de neurmărire, ci numai în ce privește starea de sarcini existente în momentul când s'a pronunțat, singură este în drept să examineze starea creată prin survenirea noilor sarcini sau descoperiri. Altminte, s'ar ajunge la rezultatul bizar de a se atribui unui alt organ de instrucție reluarea cercetărilor unei afaceri instruite de o instanță încă necomplet desezizată, ceea ce pe lângă că este inadmisibil din punctul de vedere procedural, dar s'ar putea să creeze și situațiuni juridice contradictorii.

«Așa dar, organele poliției noastre judiciare erau, în prim rând, datoare să și examineze competența, chestiune ridicată de altfel de mine încă dela început, atât înscris, cât și oral, și constatând existența ordonanței de neurmărire, ca dată în Franța, să sesizeze cu cercetarea din nou a afacerii pe Judecătorul de instrucție din St. Malo (Franța), înaintându-i toate piesele necesare, și indicându-i în ce constă noile descoperiri sau sarcini ce au survenit împotriva mea. Camera de punere sub acuzare, în loc de a proceda astfel, și fără măcar să se pronunțe asupra excepțiunii de incompetență

invocată de mine, s'a investit cu instruirea unei afaceri de care numai Judele instructor din St. Malo (Franța), și respectiv Camera de punere sub acuzare a circumscripției locale, aveau căderea să se ocupe într-o eventuală reluare a cercetărilor, ceiace însemnează, pe deoparte, că a săvârșit o omisiune esențială, iar, pe de alta, că a lucrat fără competență, și, ca urmare, deciziunea sa cată să fie anulată în temeiul art. 324 No. 4 proc. pen. ».

Considerând că, este cert că, atunci când survin sarcini noi de culpabilitate, în contra infractorului, afacerea se reia de Judecătorul care a închis instrucțiunea prin ordonanța de neurmărire.

Considerând, însă, în speță, că, jurisdicțiunea de instrucțiune română nu a redeschis afacerea, terminată în Franța prin ordonanța Judecătorului de instrucțiune din St. Malo, pe motiv că s'au descoperit sarcini noi în contra recurentului, ceiace nu ar fi avut căderea să o facă, ci a fost sesizată cu acțiunea publică deschisă, de data aceasta, în contra recurentului, în România, pe baza principiului stabilit de art. 4 al. IV c. p., pentru infracțiunea săvârșită în străinătate; că, dar, jurisdicțiunea română avea competența și îndatorirea de a cerceta afacerea și de a examina dacă există probe sau indicii destul de grave, pentru ca să pronunțe punerea sub acuzațiune a recurentului, indiferent dacă surveniseră sau nu sarcini noi în greutatea lui; că, astfel fiind, cu drept cuvânt, Camera de punere sub acuzare nu a sesizat pe judecătorul de instrucțiune din St. Malo și nu și-a înaintat piesele necesare, reținând afacerea.

Considerând că, deciziunea supusă recursului se pronunță, dacă nu formal, ci implicit asupra chestiunii de incompetență ridicată de recurent, căci a înlăturat, motivând suficient, ordonanța de neurmărire din Franța, și a procedat la examinarea cauzei cu care a fost sesizată prin opoziția făcută de partea civilă;

Că dar, nu s'a violat art. 324 No. 4 cod. proc. pen. și nu s'a comis vre-o omisiune esențială.

Asupra motivului V de recurs :

« Violarea art. 241 cod. pen., exces de putere și nemotivare. — Este cunoscut, în drept, că elementele prevăzute de art. 241 cod. pen. sunt două și anume.

a) Loviri sau răniri cu voință; b) că din aceste loviri sau răniri cu voință, să fi rezultat moartea.

« Că, dacă în speță, primul element «rănire cu voință» — în mod cu totul ipotetic — s'ar putea zice că există, nu se poate, însă, susține tot astfel și despre cel de al doilea element, pe care camera nu-l constată și nici nu-l motivează.

« Într'adevăr, «Camera» se mărginește pur și simplu să arate, că rănirea a produs moartea, fără, însă, să motiveze și să arate de unde rezultă aceasta; — mai cu seamă că, în speță, nu există un act medico-legal, care să învedereze că moartea a fost cauzată numai din lovitură dată, — când probabil este, că această moarte a fost provocată printr-o greșită operațiune chirurgicală ».

Considerând că nu intră în atribuțiunile camerei de punere sub acuzare de a cerceta dacă există dovezi suficiente pentru a se putea pronunța o condamnățiune, ci numai dacă sunt indicii îndestulătoare de culpabilitate pentru a autoriza punerea sub acuzațiune a infractorului; că, în speță, deși nu se află la dosarul cauzei un act medico-legal, și nu s'a făcut în Franța, autopsia cadavrului lui Păltineanu, totuși Camera, în deciziunea supusă recursului, constată din circumstanțele în cari s'a petrecut infracțiunea și din faptele ce au urmat-o, precum și din depozițiunea D-rului Isidor Brandes, medic la spitalul „La Providence“, unde a fost operat și îngrijit Păltineanu, că acesta a fost rănit de recurent cu cuțitul în abdomen, rănire care, după vre-o 18 ore, i-a produs moartea;

Considerând că, din faptele, cum sunt expuse, în deciziune și dovezile pe cari, se sprijină, rezultând indicii

suficiente pe baza cărora Camera de punere sub acuzare a putut aprecia raportul de causalitate între rănirea făcută și moartea survenită;

Că, astfel fiind, deciziunea se menține și asupra acestui punct, atacat prin motivul de recurs de mai sus.

Asupra motivului IV de recurs :

Având în vedere că, asupra acestui motiv s'a ivit divergență de păreri;

Că, dar, el urmează a fi judecat din nou în conformitate cu art. 20 din legea Curței de Casațiune;

Pentru aceste motive, Curtea, respinge ca neîntemeiate motivele I, II, III și V de casare și trimite recursul în ce privește motivul IV să se judece în completul de divergență.

JURISPRUDENȚE RELATIVE LA CHIRII

CURTEA DE CASAȚIE

SECȚIA I

Recurent : Rebeca Cohen, prin d-l avocat V. Duculescu.
Intimat : Adolf Gerber, prin d-l avocat Savineanu.

Instrăinări de imobile între rude. Decăderi rezultând din legea din 14 Aprilie 1922. Nu se aplică în cazul aliniatului c.

Dispozițiunea din art. 2, lit. b, al. II, prin care se prevede că nu vor putea beneficia de dispozițiunile de favoare ale acestei legi instrăinările și transmisiunile de proprietate, efectuate între rudele acolo arătate, nu se aplică și proprietarilor prevăzuți la aliniatul c (Cas. I, dec. 1231 din 20 Noembrie 1922).

Recurent : Luca Vavila, prin d-l avocat Constantineanu.
Intimat : Alex. Spirescu, prin d-l avocat P. Sadoveanu.

Copii funcționari publici. Părintele titular al contractului intră în excepțiile celor neevacuabili. Art. 2, lit. b legea din 14 April 1922.

Proprietarul de după 1916, care este funcționar public, nu poate evacua, pe temeiul art. 2, lit. b, pe chiriașul său care nu este funcționar public, dacă acest chiriaș are copii funcționari publici, cari locuiesc cu dânsul (Cas. I, dec. 1256 din 24 Noembrie 1922).

Recurent : Nicu Doiciu, prin d-l avocat Al. Cerban.

Intimat : I. D. Haimovici, asistat de d.l av. R. C. Mihăilescu.

Subînchiriere anterioară decr.-lege 1420/920 și permisă prin contract. Raporturi directe între proprietar și subchiriaș. Nici un raport între proprietar și chiriașul principal față de apartamentul subînchiriat.

Art. 30 din decretul-lege No. 1420/920, declarând nule de drept toate contractele în ființă la data promulgării lui și stabilind, ca o consecință, raporturi directe între proprietari și subchiriași, urmează că dela această dată toate angajamentele contractuale referitoare la porțiunea din imobilul subînchiriat, au a fi suportate, față de proprietar, numai de subchiriaș și nu pot forma cauze de rezoluțiune contra chiriașului principal pentru porțiunea de imobil rămas în folosința sa exclusivă, în virtutea contractului. În speță chiriașul principal Haimovici, subînchiriasse, înainte de promulgarea decretului-lege No. 1420/920 și permițându-i-se expres prin contract, o porțiune din imobil, rezervându-și alta pentru sine; — subchiriașul, după punerea în

aplicare a decretului-lege, a subînchiriat parte din apartamentul luat de la Haimovici, iar proprietarul a intentat acțiune în reziliere în contra acestuia, făcându-l responsabil pentru fapta subchiriașului său (*Cas. I, dec. 1265 din 28 Noembrie 1922*).

Recurent: Ivancea Ștefanovici ș. a., prin d-l avocat Nicolau.
Intimat: Căp. V. Columbeanu, prin d-l avocat N. Apostolescu.

Subînchirieri și cedări prohibite prin art. 30 decretul-lege No. 1420/920. Se aplică și contractelor în curs.

Dispoziția din art. 30 decretul-lege No. 1420/920 prin care subînchirierile sau cedarea contractului sunt oprite, chiar dacă contractul nu conține nici o restricțiune în această privință, se aplică și la contractele în curs, nu numai la cele prelungite, întrucât este menită să înfrâneze specula și nu se face nici o distincțiune între închirierile în curs și cele prelungite (*Cas. I, dec. 1264 din 28 Noembrie 1922*).

Recurent: Marin Marinescu, prin d-l avocat Aurel Eliescu.
Intimat: M. Dimoviceanu, prin d-l avocat St. M. Dumitrescu.

Oficii de închiriere. Prăvălii. Nu pot fi rechizitionate. Lăsarea la dispoziția proprietarului dacă voește a exercita acelaș comerț. Art. 2 lege și art. 14 și 29 regulament.

Potrivit art. 2 din legea oficiilor de închiriere, art. 14 și 29 din regulamentul ei de aplicare, prăvăliile nu pot fi rechizitionate, ci numai imobilele destinate locuitorilor; prăvăliile aflate libere fiind supuse controlului oficiilor de închiriere numai dacă proprietarul voește a le închiria, iar în acest caz, în vederea împiedicării speculei pe care dânsul o poate face, legea a fixat disp. din art. 42 regulament, cu privire la normele de atribuire.

Dacă proprietarul voește a continua comerțul fostului chiriaș, prăvălia trebuie să i se lase în folosință (*Cas. I, dec. 1268 din 28 Noembrie 1922*).

Recurent: Al. T. Alexandrescu, prin d-l avocat H. Atanasovici.
Intimat: Eugen Geisser, prin d-l avocat V. Vasilescu.

Supus elvețian. Nu se bucură de prelungirea din legea dela 14 Aprilie 1922.

Supușii elvețieni nu pot invoca prelungirea legală a contractelor de închiriere, din moment ce se constată că în Elveția nu există o lege specială care să recunoască pentru românii ce locuiesc acolo, un drept identic de prelungire legală de locațiune (*Cas. I, dec. No. 1279 din 1 Decembrie 1922*).

NOTĂ. — În acelaș sens: *Cas. I, dec. No. 24 din 3 Ianuarie 1923*, relativ la supușii englezi.

A se vedea și dec. No. 1420/922, publicată în *Curierul Judiciar* No. 2/923, pag. 24, relativ la supușii turci. (N. R.)

Recurent: Willy Finkels, prin d-l avocat G. Cristescu.
Intimat: M. M. Paraschivescu, personal că avocat.

Proprietar și chiriaș sub acelaș acoperământ. Evacuare. Art. 2 lit. c. Evacuarea chiriașului din întregul apartament, independent de camerele la care proprietarul are drept.

Dispoziția din art. 2 lit. c legea din 14 Aprilie 1922, a fost edictată pentru a se da proprietarului posibilitatea unei vieți mai puțin restrânsă și un trai mai comod, decât acela ce i s'a impus prin legile restrictive

anterioare, în acelaș timp legiuitorul printr'insa nu a înțeles a impune proprietarului un trai comun cu chiriașul, în acelaș apartament. De aci urmează că, în cazul aliniatului c, chiriașul trebuie evacuat din întregul apartament, chiar dacă proprietarului, față cu numărul membrilor familiei sale, i s'ar cuveni numai una din camerele apartamentului (*Cas. I, dec. No. 1002 din 10 Octombrie 1922*).

LEGEA

Pentru unificarea Contribuțiilor Directe și pentru Inființarea impozitului pe venitul global

D-l *Constant. Georgescu*, membru în Comisia de legislație a Adunării Deputaților, Docent în specialitatea finanțelor, Avocat, în destul de cunoscut ca competent în materie de finanțe, a pus sub presă în editura *Tip. «Curierul Judiciar»* Noua lege de unificare a impozitelor directe, cuprinzând textul legii și sub fiecare articol în parte, reproduse: *Expunerea de motive, Desbaterile parlamentare, Discursurile D lui Ministru de finanțe și ale Raportorilor*.

Lucrarea va fi însoțită și de Observațiuni doctrinale sub fiecare articol și la fine va avea pe lângă tabla de materii și un **Indice alfabetic**, sistematic, care va înlesni cercetările cum și *Tabele și formulare necesare declarațiunilor ce vor trebui să facă contribuabilii*, indicarea formalităților ce trebuiesc făcute de contribuabili în fiecare an și îndatoririle și formularele necesare tuturor agenților fiscali. Se va imprima pe hârtie velină tip război.

Prețul cu care se va pune în vânzare volumul este de 75 lei. Acei cari se vor înscrie ca abonați la această lucrare o vor plăti numai cu 65 lei, în care intră și costul transportului recomandat dacă vor trimite suma prin mandat postal deodată cu înscrierea, pe adresa Tipografia «Curierul Judiciar» București, Rahovei, 5.

Baroul avocaților din Județul Ilfov

Convocare

În conformitate cu prescripțiunile art. 60 din legea pentru organizarea și unificarea Corpului de avocați, Domnii avocați înscriși în Baroul de Ilfov, sunt convocați personal în adunare generală, spre a proceda la alegerea a 10 membri în Consiliul de Disciplină pentru completarea actualului Consiliu.

Alegerea va avea loc în ziua de 18 Martie a. c., de la orele 9 dimineață până la orele 5 p. m. în sala Tribunalului Ilfov secțiunea II comercială.

Se atrage atențiunea Domnilor avocați că votul este obligatoriu conform art. 61 din lege, cu sancțiunea în caz de lipsă, prevăzută de acest text.

Vor lua parte la vot, toți avocații înscriși în tablou cari nu sunt în vre-un caz de indemnitate sau incompatibilitate.

Decan, (ss) *I. N. Micescu*,

Secretar, (ss) *M. D. Dumitrescu*

A apărut Tabla de materii pe 1922. Ea este ca și cele pe anii trecuți, un adevărat repertoriu juridic. Prețul cu care s'a pus în vânzare, este tot de 50 lei.

Se va expedia recomandat numai celor ce vor trimite costul plus 5 lei pentru taxele poștale.